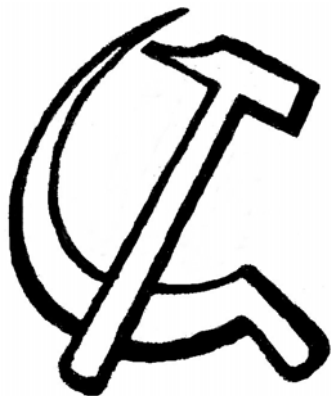


STÉPHANE JUST



COMMENT
LE RÉVISIONNISME S'EST
EMPARÉ DE LA
DIRECTION DU PCI

1984

COMMENT LE RÉVISIONNISME S'EST EMPARÉ DE LA DIRECTION DU P.C.I.

Introduction de l'auteur p. 4
Quelques oscillations... p. 9
Du PCI au groupe Lambert p. 12
Lambert du CI au CORQI p. 16
De 1968 à 1978... p. 20
A propos du gouvernement PS-PCF... p. 24
A propos du candidat unique dès le premier tour p. 28
Libertés démocratiques et « ligne de la démocratie » p. 32
L'affaire Berg enterrée... p. 41
Et l'Internationale ? p. 44
L'OCI s'installe dans le mouvement ouvrier... p. 46
La 4 ^e Internationale rate le rendez-vous... p. 54



1987, Montpellier, Stéphane Just (en haut et à droite) avec des militants du groupe Que Faire, exclus récemment du PCI

INTRODUCTION

La constatation est amère, mais il faut la faire : l'orientation que la direction du PCI imprime à l'organisation, d'oscillante et opportuniste est devenue révisionniste. « La ligne de la démocratie », « des réformes nécessaires » a été substituée à celle : « on ne peut rien résoudre si on craint de s'engager sur la voie qui mène au socialisme », le « programme de la démocratie », comprenant un certain nombre de revendication, remplace la définition d'un programme d'action anti-capitaliste sur l'axe du gouvernement ouvrier et paysan.

A la place d'une politique visant à aider les masses à se mobiliser, à s'organiser et à combattre sur leur propre plan, des suppliques sont adressées aux directions du PS et du PCF, aux députés de ces partis à l'Assemblée nationale. Marc Gauquelin, qu'au 27^e congrès Lambert a désigné comme son gentil dauphin à la direction du PCI, devenu spécialiste des éditoriaux d'*Informations Ouvrières* ne cesse d'écrire :

Ou bien les députés du PS et PCF acceptent, chaque député du PS ou PCF accepte de céder... ou bien les groupes parlementaires du PS et du PCF assument leurs responsabilités.

Des millions de travailleurs, au cours de ces trois dernières années, ont appris à leurs dépens que les députés du PS et du PCF ont pris la « responsabilité » de couvrir la politique du gouvernement de l'Union de la gauche première mouture, politique de défense des intérêts du capital, alors qu'ils les ont élus pour défendre ceux de la classe ouvrière et de la population laborieuse. Ils savent que les députés du PS couvrent le gouvernement d'Union de la gauche deuxième mouture et que ceux du PCF, s'ils ne participent pas au nouveau gouvernement, manœuvrent entre le soutien « conditionnel » et « l'opposition », sans ouvrir de perspective gouvernementale. Les travailleurs se demandent : comment dicter à ces députés qu'ils ont élus leur volonté ? A cette question il n'est qu'une réponse : aller à un million et plus à l'Assemblée nationale leur signifier cette volonté.

Mais le gentil dauphin désigné continue à écrire : « *ou bien... ou bien* ». Ses dernières réflexions l'ont cependant amené à une conclusion qui le situe à l'avant-garde du prolétariat : « *tant va la cruche à l'eau...* » (éditorial d'*Informations Ouvrières* n° 1173). Bergeron doit frémir dans son fauteuil, lui qui n'a cessé de mettre en garde le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman-Crépeau hier, le gouvernement de l'ectoplasme de Mitterrand, Fabius, aujourd'hui : « *attention, appliquez plus modérément votre politique, vous risquez l'explosion* ».

Le développement des oscillations politiques, des tendances au révisionnisme s'est accompagné d'une politique de construction d'un parti trotskyste à bon marché. Mille et un plans tous plus miraculeux les uns que les autres devaient permettre que surgisse « *le Parti des 10 000* ». « Le grand bond en avant » était assuré. Il suffisait d'affadir la politique du PCI, de l'adapter à de prétendues « illusions des masses », de n'exiger de ceux qui devaient être recrutés ni d'im-

portantes cotisations, ni participation constante à leurs cellules, ni militantisme réel, de ne leur dispenser aucune formation, de ne les faire participer à aucune vie politique réelle. Un corps toujours plus important de permanents animant une couche d'activistes se chargerait de faire de ce magma « le parti révolutionnaire ». La conception du recrutement dans le style Fête de *L'Humanité* pour construire le « parti révolutionnaire » a fait faillite. Son résultat ne pouvait être et n'a été qu'un recrutement bidon et une décomposition politique et organisationnelle du PCI.

Loin de revenir à une conception saine de la construction du PCI, de sa vie, de son intervention politique et de son fonctionnement, la direction du PCI a, en même temps qu'elle impulsait une orientation ouvertement révisionniste, inventé une nouvelle panacée, elle a trouvé une nouvelle solution miracle : « *la construction de sections pour un Parti des travailleurs* ».

Ce parti devrait être une originalité remarquable : mise à part « la démocratie », il devrait ne pas avoir de programme. Ce n'est pas nouveau. Déjà en 1935, Pierre Frank et Molinier avaient ouvert la voie royale pour construire un parti révolutionnaire : la publication d'un « journal de masse », *La Commune*, organe des « groupes d'actions révolutionnaires » (GAR). La brochure *Les Enseignements de notre histoire* explique :

Les GAR se fixaient pour tâche de construire le parti révolutionnaire sur la base de cinq mots d'ordres (!) : 1°) Création de comités de travailleurs et de communes, 2°) Création de milices du peuple et armement des travailleurs, 3°) défaitisme révolutionnaire, 4°) gouvernement des ouvriers et des paysans, 5°) Reconstruction du parti révolutionnaire.

La brochure commente :

Le programme du parti révolutionnaire était littéralement avili, galvaudé dans une combine sans avenir. L'échec fut total ! (Quelques enseignements de notre histoire, OCI, 1970, p. 18)

Léon Trotsky était plus net et plus tranchant. Il écrivait à propos des GAR et du journal *La Commune* :

C'est le devoir élémentaire d'une organisation révolutionnaire que de faire en sorte que son journal politique soit aussi accessible que possible aux masses. Cette tâche ne peut être effectivement résolue qu'en fonction de la croissance de l'organisation et de ses cadres qui doivent frayer le chemin du journal dans les masses puisque cela va de soi, il ne suffit pas de baptiser une publication "journal de masse" pour que les masses l'acceptent dans la réalité. Mais très souvent l'impatience révolutionnaire –qui se transforme très facilement en impatience opportuniste– mène à cette conclusion que les masses n'affluent pas parce que nos idées sont trop compliquées et nos mots d'ordres trop avancés. Il faut donc simplifier notre programme, alléger nos mots d'ordres, bref jeter du lest. Au fond cela signifie que nos mots d'ordres doivent correspondre, non à la situation objective, non au rapport des classes analysé par la méthode marxiste, mais à des appréciations sub-

jectives –très superficielles, très insuffisantes– de ce que les masses peuvent accepter ou non. Mais quelle masse ? La masse n'est pas homogène. Elle se développe. Elle subit la pression d'événements. Elle acceptera demain ce qu'elle n'accepte pas aujourd'hui. Nos cadres fraieront avec toujours plus de succès la voie pour nos idées et nos mots d'ordre qui se montrent justes, parce qu'ils sont confirmés par les événements et non par des appréciations subjectives et personnelles. (Léon Trotsky, Qu'est-ce qu'un journal de masse ? 30 novembre 1935, Œuvres t. 7, p. 174)

La direction du PCI va plus loin que *La Commune* n'allait. Elle ne « simplifie » pas notre programme, elle ne « l'allège » pas, elle ne le réduit pas à quelques mots d'ordre, elle ne « l'avilit » pas : elle le supprime. Elle combat pour un parti des travailleurs sans programme.

Pour justifier cette démarche, la direction du PCI utilise une médiocre astuce. Elle affirme : tout autre programme que celui de la 4^e Internationale ne saurait être qu'un programme centriste, donc le PT ne doit pas avoir de programme car alors nous construirions une organisation centriste. Et qu'est-ce donc qu'un parti sans programme ? Ce n'est même pas une organisation centriste. Pire que ce que les partisans de *La Commune* prétendaient construire. La direction du PCI poursuit : le PCI combat pour un PT sans programme, mais lui reste fidèle au programme de la 4^e Internationale. En d'autres termes, le programme de la 4^e Internationale est précieusement mis en réserve, les dirigeants du PCI en sont les gardiens vigilants. Dans l'activité quotidienne, les militants du PCI doivent construire un PT sans programme (sinon celui de la démocratie). De temps à autre, les dirigeants évoquent les saintes écritures. C'est pire encore que la conception réformiste du programme maximum et du programme minimum.

Le programme de transition *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale*, ce n'est pas cela. C'est une méthode et un ensemble de mots d'ordre pour la mobilisation des masses qui, partant de la situation actuelle, ouvre la voie à la révolution prolétarienne et à la lutte pour la prise du pouvoir par le prolétariat, pour qu'il institue sa dictature dans le cadre de la démocratie prolétarienne. Il doit trouver sa traduction en programme d'action, comme par exemple, celui que Léon Trotsky avait inspiré aux bolcheviks - léninistes français en 1934. Sur de telles bases, alors, la constitution d'un nouveau parti, plus large que ne l'est actuellement le PCI peut devenir un objectif politique pour lequel l'organisation trotskyste peut combattre. Mais ce serait alors un parti qui s'affirmerait pour s'engager sur la voie qui mène au socialisme, pour la révolution prolétarienne et un gouvernement ouvrier et paysan, pour la prise du pouvoir par le prolétariat : un parti ouvrier révolutionnaire. Encore ce ne peut être envisagé que comme une transition vers l'adoption de la totalité du programme de la 4^e Internationale qui, d'ailleurs, ne se limite pas à l'adoption du programme de transition.

La politique révisionniste adoptée par la direction du PCI et qu'elle lui imprime ne peut s'accommoder d'une libre discussion à l'intérieur de l'organisation dans le respect des normes du centralisme démocratique. Un courant politique était

en formation qui, selon toute probabilité, devait aboutir à la constitution d'une tendance combattant pour le redressement politique et organisationnel du PCI. Une « affaire » a été montée : « l'affaire Mélusine ». Mélusine a été accusé d'avoir falsifié les positions que Joëlle Bony a prises, sous les directives de Lambert et de Dan, au conseil municipal de Vénissieux. Le 28^e congrès l'excluait du PCI. Il déclarait que tout militant qui ne ratifierait pas cette exclusion se « mettrait de lui-même en dehors du parti ». Une véritable épuration préventive était réalisée à partir de cette provocation.

Provocation car Mélusine affirmait simplement : en votant pour un maire PCF-Union de la gauche, en s'abstenant sur le budget, en s'associant à l'hommage rendu aux soldats français tombés au Liban, la camarade (ou plutôt la direction du PCI) a violé le mandat pour lequel elle a été élue ; elle s'aligne derrière l'Union de la gauche et même s'associe à une manifestation d'union nationale. Les électeurs de Vénissieux ont démontré que c'était leur opinion :

Mais *Informations Ouvrières* n° 1097 du 18 mars 1983 se plaisait à souligner :

Résultats des votes à Vénissieux

	1983	1984
Inscrits	33 489	31 579
Votants	18 649	14 426
Abstentions	44,5 %	55,5 %
Listes front populaire	59 %	51 % (- 3 500 voix)
Partis bourgeois	39,9 %	37,9 %
Listes soutenues par le PCI	6,13 %	0,47 % (-1 029 voix)

Le résultat de la liste ouvrière d'unité prend toute sa signification lorsqu'on l'étudie dans les détails : Notre correspondant attire, en effet, notre attention sur les résultats obtenus dans les bureaux de votes des cités, où, durant des mois, les militants du PCI et des groupes politiques constitués à son initiative ont combattu pour le respect du mandat confié en 1981. Dans le quartier de Minguettes... la liste d'unité ouvrière recueille 8,8 %. Mais l'étude bureau par bureau est encore plus révélatrice. Ainsi deux bureaux de vote correspondant à la rue de la Démocratie, dans laquelle un travail de regroupement a été organisé depuis des mois se traduisant, notamment, par des réunions contre les fermetures de classes,

mais également contre les hausses des loyers et des charges. Dans le premier bureau la liste d'unité ouvrière recueille 11,2 % des voix. Dans le deuxième bureau où est inscrite Joëlle Bony, institutrice, tête de liste ouvrière d'unité, la liste d'unité ouvrière obtient 19 % des suffrages. Dans ces deux cas l'abstention s'élève respectivement à 71 et 67 %.

Suivons la méthode d'*Informations Ouvrières* n° 1097 du 18 mars 1983. Rue de la Démocratie en 1984, les deux bureaux ont été fusionnés. Les résultats de 1983 et 1984 sont :

Or, Joëlle Bony est institutrice rue de la Démocratie, le Parti des travailleurs y est actif.

Résultats des votes Rue de la Démocratie

	1983	1984
Inscrits	1 189	880
Votants	359	238
Listes soutenues par le PCI	50	2

Le jugement des électeurs de Vénissieux est exactement le même que celui de Mélusine. Il restera au 29^e congrès de décréter « *qu'ils falsifient* ». Quant à les exclure, se sera difficile. Ce sont eux qui laissent tomber le PCI.

L'évolution rapide de la direction du PCI de l'opportunisme au révisionnisme, l'abandon de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire au profit d'un « Parti des travailleurs » politiquement indéfini, la provocation et l'épuration politique devenant moyens de direction du PCI, voilà qui surprend douloureusement des centaines et des centaines de militants. Certes, une organisation révolutionnaire ne vit pas en vase clos. Elle est un instrument de combat, mais aussi un enjeu de la lutte des classes. Elle est le produit de la société bourgeoise qu'elle combat. Loin d'être une oasis socialiste, elle est liée à la société bourgeoise qui l'enserme et pèse sur elle. Elle est et ne peut être que déchirée de contradictions. Mais ces explications générales ne suffisent pas : il faut s'efforcer d'analyser comment, pourquoi le PCI est arrivé là où il en est. C'est indispensable pour poursuivre le combat pour la reconstruction de la 4^e Internationale et la construction du parti ouvrier révolutionnaire en France.

Cette contribution tente d'établir une première analyse du comment et du pourquoi le PCI est arrivé là où il est arrivé et de donner les premières réponses à : sur quelle ligne et comment poursuivre ?

QUELQUES OSCILLATIONS ET TENDANCES OPPORTUNISTES

PAR RAPPORT AU MNA, AUTOCRITIQUE DE *QUELQUES ENSEIGNEMENTS DE NOTRE HISTOIRE*

Les lacunes et les faiblesses théoriques et politiques du PCI ne datent pas d'aujourd'hui. L'alignement politique du PCI derrière le MNA [Mouvement national algérien, issu de la scission de 1954 du MLTD dont l'autre branche devient le FLN] et surtout derrière Messali Hadj, jusqu'à la prise du pouvoir par De Gaulle en 1958 est officiellement admise. Dans la brochure *Quelques enseignements de notre histoire* une certaine « autocritique » est faite de cette erreur. Les racines en seraient selon cette « autocritique » que la direction du PCI n'avait pas apprécié que :

Le MNA qui n'était pas considéré par les trotskystes comme un parti de type bolchevik mais comme un parti dont le programme reprenait en partie les éléments du programme révolutionnaire devait, selon les vues trotskystes à l'époque, à travers une série de mutations et crises internes sous la poussée de l'intervention marxiste, se transformer en un parti d'un tel type. L'erreur de méthode était complète.

En effet, le MNA et avant lui le PPA, puis le MTL, n'étaient pas construits sur le "programme" de la 4^e Internationale et sur la méthode du marxisme. Le MNA, sorte de parti populiste d'extrême gauche ne pouvait devenir le creuset du parti révolutionnaire. Si radicales qu'aient été certaines positions du MNA, si correctes qu'aient été les appréciations comparées, portés par les trotskystes sur la politique du FLN et sur celle du MNA entre 1954 et 1958, il a été TOTALEMENT FAUX d'abandonner la lutte au sein du MNA pour la sélection d'une avant-garde marxiste, d'une fraction trotskyste.

Mais les racines théoriques de l'erreur sont à rechercher plus profondément. Elles se situent dans une inassimilation de la révolution permanente. En effet, dans un article publié au début de 1955, les perspectives de la révolution algérienne sont correctement établies. Mais la conclusion de l'article est totalement erronée. Caractérisant les forces sociales en présence, en relation avec l'extraordinaire faiblesse de la bourgeoisie algérienne ("musulmane") il est fait état d'un "peuple-classe" identifié au prolétariat.

Si faible que soit la bourgeoisie algérienne, elle reste une force sociale dont la puissance est considérablement renforcée par l'appui de l'impérialisme mondial et de la bureaucratie stalinienne. Il n'existe pas, il n'a jamais existé de "peuple-classe". Il y a des classes : bourgeoisie et prolétariat. Le MNA, tout comme le FLN, ont représenté des formations petites bourgeoises dont le contenu bourgeois, donc incapable d'assumer les tâches de la révolution permanente, a été révélé, avec l'absence de parti

ouvrier. (Quelques enseignements de notre histoire, OCI, 1970, p. 99)

A distance, au moins la critique semble insuffisante.

LE MNA ET LES CONCEPTIONS D'APPAREILS

Le mode de fonctionnement du MNA -un chef historique disposant d'un puissant appareil qui lui est étroitement subordonné- impressionnait Lambert. Lambert voyait dans Messali et ses rapports avec son appareil un exemple dont on devait tirer beaucoup pour la construction d'un parti révolutionnaire en France. Pour autant que la disproportion des forces de l'époque entre le MNA et le PCI le permettait, Lambert s'efforçait d'établir des rapports de chef à chef, d'appareil à appareil. Étant donné la faiblesse du PCI, cela aboutissait à la subordination de celui-ci au MNA politiquement et organisationnellement, sous prétexte d'aide à la révolution algérienne. Les militants du PCI étaient transformés en « porteurs de valises ». La crise de la 4^e Internationale a sans aucun doute porté un coup terrible au PCI, mais la politique de subordination étroite politiquement et organisationnellement du PCI au MNA a contribué considérablement à l'affaiblir, à la réduire à 50 militants en 1958. D'autant plus que cette politique a fait faillite.

Les racines des « erreurs » par rapport au MNA, c'était déjà l'opportunisme et une conception d'appareil, aussi bien en ce qui concerne le fonctionnement du parti révolutionnaire, qu'en ce qui concerne les rapports de celui-ci avec les autres organisations. Ces racines n'ont jamais été extirpées.

À PROPOS DE LA NATURE DE CLASSE DE L'ÉTAT CUBAIN

Les erreurs d'analyse commises à propos du développement et des conséquences de la révolution cubaine et la nature de l'État cubain relèvent également de l'opportunisme. Ces textes élaborés fin 1961-62 et votés par le CC me semblent avoir utilisé une méthode correcte et avoir permis d'aboutir à une conclusion alors juste. Je le dis avec d'autant plus d'aisance que je n'étais plus alors membre de l'organisation et que je ne suis pour rien dans l'élaboration de ces textes. Mais l'analyse a été bloquée en raison des rapports entre l'OCI et la SLL [Socialist labour league, Grande-Bretagne]. Celle-ci considérait qu'il n'y avait pas même de gouvernement ouvrier et paysan à Cuba. Dans ces conditions, nous avons admis (moi comme les autres), ainsi qu'un postulat, que l'État reconstruit à Cuba était un État bourgeois. Lambert, peu soucieux de rigueur théorique et politique s'en tirait en inventant pour l'occasion la théorie d'un gouvernement ouvrier et paysan qui pouvait durer des dizaines d'années. A l'occasion, il utilisait l'explication fumeuse d'un gouvernement ouvrier et paysan gérant un État ni ouvrier, ni bourgeois dont les exemples lointains auraient été les gouvernements jacobins de 1793-94.

« *L'Etat cubain est un État bourgeois* » a longtemps été un tabou dans le PCI. Il ne restait alors, pour ceux qui ne pouvaient accepter qu'un gouvernement ouvrier et paysan dure pendant 20 ou 25 ans et qu'un État soit socialement asexué

que la construction de « théories » inconsistantes et tarabiscotées pour justifier le postulat de « l'État bourgeois cubain ». C'est ce que, pour ma part j'ai fait, notamment dans le tome 2 de *Défense du trotskysme*, jusqu'au jour où j'ai expliqué qu'à mon sens, il était finalement insoutenable de prétendre que l'État cubain était un État bourgeois et que j'ai proposé au BP d'écrire un article qui reprendrait la discussion et dirait nettement et clairement que l'État cubain est un État ouvrier bureaucratique. Le BP m'a autorisé à écrire cet article, tout en m'en laissant la responsabilité (voir *La Vérité* n° 588). Mais jamais la discussion n'a été rouverte. Aucune résolution n'a jusqu'à maintenant corrigé cette importante erreur théorique et politique.

MAI-JUIN 1968 : LA GRÈVE GÉNÉRALE ET LA QUESTION DU GOUVERNEMENT

En mai-juin 1968, notre politique n'a pas été sans faiblesse. La grève générale, spontanément réalisée, mettait au centre de tout la question du gouvernement, la question du pouvoir. Dès la manifestation du 13 mai, les masses l'ont exprimé, mais de façon négative en lançant le mot d'ordre : « *De Gaulle, dix ans ça suffit* ». Dans notre organisation, avant la grève générale nous n'avons pas ouvert la perspective d'un gouvernement, le gouvernement PS-PCF sans ministre capitaliste visant à mettre fin à la 5^e République. Pendant la grève générale, nous avons, à juste titre, mis en avant le mot d'ordre de la constitution d'un comité central de la grève générale. Nous n'avons pas répondu à la question du gouvernement. Nous n'avons pas adressé aux dirigeants du PS et du PCF la revendication : *Réalisez l'unité afin de combattre ensemble pour un gouvernement de vos partis ne comprenant pas de ministres représentants des organisations et partis bourgeois*. Dès lors, que nous le voulions ou non, notre politique avait un caractère trade-unioniste. Nous versions dans l'illusion que la grève générale « organisée » par le CC de grève se suffirait à elle-même. De plus, nous n'avons pris aucune initiative réelle qui ouvre la voie à la réalisation de ce comité central de la grève générale.

AUCUNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE NE PEUT ÉCHAPPER AUX OSCILLATIONS ET AUX TENDANCES OPPORTUNISTES

Ces premières indications suffisent à montrer que les oscillations opportunistes de la politique du groupe auquel le PCI a été réduit entre 1952 et 1968 (même si en 1966 l'OCI était proclamée, elle restait encore un groupe) ont été souvent très fortes et importantes. De toute façon, aucune organisation ne peut échapper à des oscillations et à de telles tendances. Recherchant les causes qui ont abouti à ce qu'aujourd'hui la direction du PCI lui imprime une ligne révisionniste, celles qui ont conduit au fonctionnement bureaucratique, à l'arbitraire actuel, il nous faut souligner quelques-unes des oscillations essentielles et comment se sont manifestées, de façon plus ou moins accentuée, les tendances à l'opportunisme. Ce ne furent cependant que des oscillations et des tendances. Il était possible que, les circonstances aidant, elles s'affirment et qu'il se produise une transformation de quantité en qualité. C'était possible. C'était

loin d'être certain, d'être écrit.

UNE ÉGRATIGNURE PEUT CEPENDANT AMENER LA GANGRÈNE

Jusqu'à une date relativement récente, non sans égratignure qui pouvait s'infecter et provoquer la gangrène, non sans blessures plus profondes, l'orientation suivie, la politique développée, les positions prises se situaient sur le terrain du trotskysme, dans le cadre du programme et de sa méthode. Laissons les laudateurs de Lambert affirmer qu'à des détails près l'orientation a toujours, est toujours, sera toujours correcte. Laissons les détracteurs de l'OCI et du PCI affirmer que de toute éternité l'OCI était maudite et condamnée au pire, à toutes les déviations, à toutes les turpitudes.

Du PCI AU GROUPE LAMBERT

DU RÔLE DE LA PERSONNALITÉ EN CERTAINES CIRCONSTANCES

Trotsky rappelle l'importance du parti dans la lutte des classes, mais aussi de la direction du parti pour celui-ci et, en certaines circonstances, l'importance de certaines personnalités dans la vie du parti et dans la lutte des classes. Il écrit :

L'histoire est un processus de lutte des classes. Mais les classes ne pèsent pas de tout leur poids automatiquement, ni simultanément dans le processus de la lutte, les classes créent des organes différents qui jouent un rôle important et indépendant et sont sujets à des déformations. C'est cela qui nous permet également de comprendre le rôle des personnalités dans l'histoire. Il existe naturellement de grandes causes objectives qui ont engendré le régime autocratique hitlérien, mais seuls les pédants et obtus professeurs de "déterminisme" pourraient nier aujourd'hui l'immense rôle historique qu'a joué Hitler lui-même. L'arrivée à Petrograd de Lénine, le 3 avril 1917, a fait prendre au parti bolchevik le tournant à temps et lui a permis de mener la révolution à la victoire. Nos sages pourraient dire que si Lénine était mort à l'étranger au début de 1917 la révolution d'octobre aurait eu lieu "de la même façon". Mais ce n'est pas vrai. Lénine constituait l'un des éléments vivants du processus historique. Il incarnait l'expérience et la perspicacité de la section la plus active du prolétariat. Son apparition au bon moment dans l'arène de la révolution était nécessaire afin de mobiliser l'avant-garde et de lui offrir la possibilité de conquérir la classe ouvrière et les masses paysannes. Dans les moments cruciaux de tournant historique la direction politique peut devenir un facteur aussi décisif que l'est celui du commandant en chef aux moments critiques de la guerre. L'histoire n'est pas un processus automatique. Autrement, pourquoi des dirigeants ? Pourquoi des partis ? Pourquoi des programmes ? Pourquoi des luttes théoriques ? (Léon Trotsky, Classe, parti et direction : pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été vaincu ? août 1940, La Révolution espagnole, Minuit, p. 561-562)

En 1951, Pierre Lambert était déjà un « vieux » militant d'avant-guerre du PCI, membre du CC et du BP depuis une dizaine d'années, dirigeant de l'importante Commission syndicale. Dirigeant important, il était néanmoins un dirigeant parmi d'autres. Au moment de l'exclusion de la section française de la 4^e Internationale en 1952, la direction du PCI se réduisit à quelques individus. Bleibtreu, inspirateur et dirigeant de la lutte contre le pablisme dès 1951, et Pierre Lambert, dirigeant de la Commission syndicale, ont dirigé ensemble le PCI. Garrive jouait également un rôle important. Renard, Bloch, Lequenne un rôle plus secondaire. Quant à moi, je n'avais pas d'expérience de direction d'une organisation trotskyste et mon rôle et mon poids politique étaient limités.

LES POSITIONS DE BLEIBTREU

Le PCI à peine exclu de la 4^e Internationale, Bleibtreu et quelques autres dirigeants du parti se sont mis à la recherche d'une solution miracle à la construction du parti révolutionnaire. Partant de l'exclusion d'un des principaux dirigeants du PCF, Marty, de sa résistance à l'appareil stalinien, et ensuite de la crise de la direction de la bureaucratie du Kremlin au cours de laquelle Beria, chef du NKVD, fut éliminé et fusillé, Bleibtreu préconisait que les militants du PCI s'engagent dans la construction de « *Comités de redressement communiste* ». L'investissement des militants du PCI dans de tels « comités de redressement communiste » artificiellement constitués amenait à la dissolution du PCI. Décidément, au moins de ce point de vue, la vie se répète. En 1948, les droitiers du PCI découvraient la solution miracle de la construction du parti révolutionnaire dans ce magma politique que fut le RDR. En 1949-50, Pablo découvrait une autre solution miracle à la construction de la 4^e Internationale par la conversion de Tito au trotskysme. Aujourd'hui, c'est au tour de Lambert par la construction de sections du PT, parti qui ne doit pas avoir de programme, ni de délimitation précise, qui plus est, ne devrait jamais être constitué.

BLEIBTREU EXCLU

En mars 1955, la minorité regroupée autour de Bleibtreu était exclue du PCI. Lequenne, un des dirigeants de cette minorité, a écrit il y a quelques années une brochure intitulée *Continuité et discontinuité du lambertisme*. Il arrange l'histoire à sa façon en présentant Bleibtreu comme étant alors l'incarnation du trotskysme. Mais il cite des extraits d'une résolution votée à l'unanimité - moins la voix du représentant de la majorité du PCI- par le *Comité international de la 4^e Internationale* constitué en novembre 1953 :

C'est avec indignation que le CI a pris connaissance de la décision prise par le CC du PCI le 21 mars d'exclure les camarades Bleibtreu, Lequenne et Fontanel, ceci d'autant plus que ces camarades ont démontré leur fermeté révolutionnaire et n'ont pas quitté le drapeau du parti au cours des interrogatoires de police. (Il s'agit d'interrogatoires menés par la police à propos d'articles parus dans La Vérité concernant la guerre d'Algérie).

Lequenne poursuit :

Le CI rappelait ensuite à la direction du PCI que le centralisme démocratique bien compris ne cherche pas à isoler et à exclure la collaboration d'une minorité du parti, mais au contraire cherche à gagner les minorités à une collaboration et cherche constamment à réduire les frictions éventuelles avec les minorités. C'est précisément par un tel comportement qu'une organisation révolutionnaire démontre sa maturité et la conscience de ses responsabilités devant la classe ouvrière.

Je suis certain que l'orientation préconisée par Bleibtreu était liquidatrice. Je le suis moins que les méthodes et les moyens utilisés pour exclure lui et son courant ne justifiaient pas « l'indignation du CI ».

LAMBERT MONOPOLISE LA DIRECTION

Le 14 juillet 1955, Garrive se noyait dans la Marne. Le poids de Lambert dans la direction du PCI devenait écrasant. En pratique, il devenait à lui seul « la direction ». Il contrôlait tout. Les années suivantes, le monopole de direction de Lambert s'est encore renforcé.

LA SUBORDINATION DU PCI AU MNA L'ÉPUISE

La subordination politique du PCI au MNA, la logistique que le PCI, organisation déjà extrêmement faible assumait, écrasait toute vie politique réelle en son sein. Plus que jamais Lambert centralisait et monopolisait la direction. Les autres dirigeants n'étaient que ses adjoints.

Messali Hadj, et à sa suite le MNA, se sont déclarés ouverts à la politique algérienne de de Gaulle lorsque celui-ci l'a énoncée après avoir pris le pouvoir. Lambert, à moins de se liquider en tant que trotskyste, dut rompre. Bien sûr, ce qui restait du PCI adopta la nouvelle position de Lambert. Mais il ne restait qu'une cinquantaine de militants. C'est alors que Lambert fit une croix sur le PCI.

PLUS D'ORGANISATION TROTSKYSTE

Après que De Gaulle avait pris le pouvoir, il n'y eut plus d'organisation trotskyste officielle. *La Vérité* est devenue une « revue trotskyste » : gérant Pierre Lambert. Rapidement Lambert a fait paraître chaque semaine une feuille ronéotypée *Informations Ouvrières* : responsable Pierre Lambert. La société des « Presses Universitaires » : gérant Pierre Lambert. Le tout à l'avenant. Le groupe trotskyste n'avait plus d'existence et d'expression officielles. Il comptait peu de militants. Il était informe et faible politiquement. L'estimation politique était que l'avènement de la 5^e République avait ouvert une période de recul de la classe ouvrière. En conséquence, le groupe trotskyste vivait dans une semi-clandestinité.

RUPTURE DU SWP D'AVEC LE CI

Le SWP [Socialist workers party, Etats-Unis, qui a constitué en 1953 le *Comité international de la 4^e Internationale* contre Pablo] s'est toujours refusé à im-

pulser la construction et la vie de la 4^e Internationale. Il a fait du Comité international une instance fédérative et même seulement consultative. Bientôt le SWP et l'organisation argentine que Moreno dirigeait se sont engagés dans un cours politique qui a permis la réunification avec le SI en 1963 et la constitution du SU. Le CI devenait un organisme où se rencontraient Lambert et Healy, et où, au moins jusqu'à la préparation et la tenue de la 3^e conférence du CI en 1966, ils négociaient entre eux des compromis au nom de la « 4^e Internationale », chacun d'eux restant maître de « son » organisation. La position dominante de Lambert au sein du groupe trotskyste français a encore été renforcée. Aux yeux des trotskystes français il incarnait la continuité du trotskysme.

LE GROUPE LAMBERT

Les années 1955-1964 sont les années où se constitue le « groupe Lambert ». Lambert rassemble tout en sa personne, pour le meilleur et pour le pire. Il fait absolument ce qu'il veut, quand il veut, comme il le veut. Il n'a qu'une règle : la sienne. Le groupe Lambert n'a aussi qu'une règle : celle de Lambert. En 1966, le groupe Lambert deviendra l'OCI. En 1982, le PCI sera à nouveau proclamé. Mais les traits du groupe Lambert se perpétueront. La façon dont Lambert a fait fonctionner le groupe marquera de façon indélébile le groupe, l'OCI et le PCI. Lambert a toujours été prodigue en déclarations : « *Il faut cesser de fonctionner ainsi que le groupe Lambert, il faut fonctionner ainsi qu'une organisation, qu'un parti.* » La réalité est tout à fait différente. Lambert a toujours considéré le groupe, l'OCI, le PCI comme sa propriété privée et cela à tous égards, y compris financier. Cette situation a résulté des conditions qui ont surgi de la crise de la 4^e Internationale, de la désagrégation de la direction du PCI et du PCI lui-même. Depuis Lambert est incontrôlé et incontrôlable. Tout dépend de lui. Tout tourne autour de lui. J'insiste à nouveau : il en a été ainsi et il en est toujours ainsi pour le meilleur et pour le pire.

UN APPORT CONSIDÉRABLE

Lambert n'a pu occuper la position qu'il a occupée qu'autant qu'il a été capable d'impulser politiquement le groupe et l'OCI, d'impulser leur construction en tant qu'organisations trotskystes, c'est à dire à partir du programme et de la méthode de la 4^e Internationale, non sans distorsions, manques et faiblesses mais tout de même d'une manière générale. Les oscillations et tendance opportunistes ne doivent pas faire oublier ses apports considérables.

Pour s'en tenir aux années 1958-1968 on peut citer :

- Après la prise du pouvoir par De Gaulle le combat pour le front unique des organisations ouvrières, pour la défense des libertés démocratiques, pour l'indépendance de classe du prolétariat, de ses organisations et notamment des syndicats ;
- Tourner le groupe et ensuite l'OCI résolument vers l'intervention dans la

lutte des classes, le travail syndical, le travail étudiant ;

- La définition de la stratégie de la LOR au 14^e congrès du PCI en décembre 1965 ;
- La reconstitution d'une organisation structurée que la décision de fonder l'OCI a concrétisée ;
- La lutte contre Frankel qui essayait d'utiliser l'organisation pour défendre et propager les théories de Reich sur les rapports sociaux et les questions sexuelles, activité étrangère à celle de la construction d'un parti de la 4^e Internationale ;
- L'intervention de l'OCI et de ses militants dans les processus de la lutte des classes, pour le « *tous ensemble* » au cours des années et des mois qui ont précédé le mouvement des étudiants et la grève générale de Mai-juin 1968, ainsi que l'intervention dans ce mouvement, même si elle ne fut pas sans faiblesse ;
- La fidélité de principe à l'internationalisme prolétarien se concrétisant par dessus tout dans la lutte pour la reconstruction de la 4^e Internationale sur la base du *Programme de transition*, en affirmant la continuité, bien que cette lutte ait été marquée par des compromis et des accommodements discutables avec Gerry Healy, Lora, Moreno, d'autres.

LAMBERT : DU COMITÉ INTERNATIONAL AU CORQI

LA 3^E CONFÉRENCE DU CI ET LE COMLOT

A ce propos, il n'est pas sans intérêt de rappeler la 3^e conférence du Comité international qui s'est tenue du 4 au 8 avril 1966 à Londres. C'est à la demande de l'OCI et non sans difficulté que cette conférence a été convoquée et préparée. La SLL était alors l'organisation trotskyste la plus forte dans le monde. Elle prit en mains la préparation politique et matérielle de la conférence. A cette occasion, la direction de la SLL entendait affirmer son hégémonie sur le Comité international. Pour ce faire, Gerry Healy devait tenter de soumettre l'OCI à sa loi. Par accord entre les membres du CI, Lora [Partido obrero revolucionario, Bolivie], le groupe Robertson (groupe ayant rompu avec le SWP) [aujourd'hui Spartacist league, Etats-Unis], *Voix Ouvrière* [aujourd'hui LO, France] avaient été invités à participer à la conférence. La SLL n'envoya pas à Lora l'argent nécessaire à son voyage. Ainsi, il était éliminé. Par contre, Gerry Healy avait organisé un bloc entre la direction de la SLL, Robertson et VO ; il voulait les faire adhérer, les admettre membres du CI et contraindre l'OCI, en arguant de l'autorité de la conférence et de l'ensemble de ses participants, à engager des pourparlers en vue d'une unification sans principe avec VO.

Une proposition de Lambert a déjoué ce « complot ».

LAMBERT PROPOSE : RÉAFFIRMATION DE LA 4^E INTERNATIONALE

Il proposa que dans une résolution la conférence et les organisations qui y parti-

cipaient réaffirmer : la fondation de la 4^e Internationale en 1938 était juste et nécessaire ; la fidélité au *Programme de transition* ; la continuité de la 4^e Internationale a été assurée par le Comité international ; la tâche est de poursuivre le combat en continuant à assumer cette continuité. La SLL ne pouvait repousser une telle résolution ou éviter de la voter sans reniement officiel. Robertson qui avait rompu avec le SWP mais en remettant en cause la 4^e Internationale et son programme, Voix Ouvrière qui s'est toujours prononcée contre la fondation de la 4^e Internationale et a toujours rejeté son programme, ne pouvaient voter cette résolution.

EXPLOSION DU « BLOC »

Le bloc explosait au cours d'une séance digne d'un scène de folie dans un asile d'aliénés. A vrai dire, l'attitude et les méthodes utilisées alors par Gerry Healy et la direction de la SLL étaient véritablement scandaleuses. Sous un prétexte quelconque, « l'invité » Robertson était expulsé manu-militari du local de la SLL. VO quittait la conférence. Cependant, le « bloc » avait des ramifications dans l'OCI. Varga avait conclu un accord avec Healy et VO. Lambert prétend que Broué, en accord avec Varga, participait également au complot.

Quoi qu'il en soit, la direction de la SLL, politiquement désarmée, adoptait l'ensemble des positions et l'orientation que l'OCI avait défendus au cours de la conférence. En particulier, elle admettait qu'assumer la continuité de la 4^e Internationale ne consistait pas à affirmer purement et simplement « *le CI est la 4^e Internationale* », mais à combattre pour sa **reconstruction**. La conférence décidait de « *préparer politiquement dans un délai d'un an et demi une conférence internationale dont l'objectif sera de rassembler toutes les organisations trotskystes combattant pour la 4^e Internationale* ».

RETOUR AUX RELATIONS DE CHEF À CHEF

Lambert revenait rapidement à un certain type de rapports fait de « compromis » et « d'accommodements » conclus entre Gerry Healy et lui. Le CI ne devint pas la force internationale impulsant la reconstruction de la 4^e Internationale. La conférence projetée n'eut jamais lieu. Les années 1968-1971 ont été marquées par des crises entre la SLL et l'OCI. A l'occasion de ces crises, quelques textes étaient écrits. Mais il est arrivé à Lambert, qu'après avoir voté un texte qui mettait en cause la non-application par la SLL de l'orientation définie à la 3^e conférence, de le faire taper, tout en s'arrangeant pour qu'il ne soit jamais ronéoté et diffusé parce qu'au fond ce texte ne lui convenait pas. Chaque crise était suivie d'un nouveau compromis et accommodement entre « lidars maximos ».

IRJ : LIÈGE, ESSEN

Tout au plus y eut-il, au cours de ces années, quelques activités communes sur la ligne de la construction d'une internationale révolutionnaire de la jeunesse.

Les *Young socialists* (organisation de jeunesse de la SLL), le regroupement jeune rassemblé autour du journal *Révoltes* et le *Comité de liaison des étudiants*

révolutionnaires que l'OCI impulsait ont participé à la manifestation de Liège sous leurs propres drapeaux et en lançant leurs propres mots d'ordres. Cette manifestation eut lieu en 1967 à l'appel des *Jeunes gardes socialistes* belges que le SU impulsait. Les YS ont également participé, mais faiblement, au rassemblement international de la jeunesse que l'AJS a organisé à Essen en juillet 1971.

ÉCLATEMENT DU CI

En novembre 1971, le Comité international éclatait. A Essen, les YS proposèrent un amendement à la résolution générale. On y lisait : « *la jeunesse doit se consacrer avant tout à la tâche de développer la théorie marxiste* ». A l'initiative de l'AJS, diplomatiquement, cet amendement était renvoyé, par un vote en commission, à la discussion des instances de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse. En octobre 1971, en réplique aux attaques de la direction de la SLL contre la direction du POR bolivien, Lambert au nom de l'OCI, Balazs Nagy, au nom de la Ligue des socialistes révolutionnaires de Hongrie et du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) d'Europe de l'Est, Lora au nom du POR publiaient une déclaration. Ils affirmaient :

Les trois délégations réunies à Paris considèrent que la discussion est légitime, tout autant entre les sections du CI, qu'à l'intérieur des sections. Ils condamnent la méthode utilisée par la Workers league (healistes des USA) et la SLL qui condamnent publiquement la section bolivienne du CI. C'est pour cette raison que les délégations de l'OCI et du Comité d'organisation des pays d'Europe de l'Est sont d'accord avec la demande du camarade Lora que se réunisse une réunion plénière du CI pour discuter d'un rapport sur la révolution bolivienne et la reconstruction de la 4^e Internationale que la direction du POR a préparé. Le 12 octobre-1967.

Sous ma signature en tant que secrétaire du CI, nous prenions la responsabilité de convoquer une réunion du CI à Paris. Se référant à Essen, à la déclaration des trois, à la convocation d'une réunion du CI à Paris, la SLL publiait à son tour une déclaration. Elle proclamait : « *C'est une scission par rapport au CI et à sa politique. Une scission par une minorité* ».

Elle convoquait « sa réunion » du CI qui se tenait le 5 novembre 1971. Au cours de cette réunion, l'OCI et les organisations en accord avec elle étaient exclues du CI.

LES RAISONS DE L'EXPLOSION

Les raisons de l'explosion du CI sont principielles, stratégiques, programmatiques. L'OCI défendait ses positions, une orientation fidèles à la 4^e Internationale, à son programme. Pourtant, il n'est pas douteux que Lambert en traitant avec Healy de puissance à puissance, de chef à chef, chacun d'eux disposant de moyens plus ou moins puissants, chacun d'eux ayant « son » organisation, a perpétué un mode de fonctionnement du CI stérilisant. Il a, en pratique, aidé Healy à bloquer la vie politique au sein de la SLL, à empêcher toute clarification

et finalement à organiser la rupture lorsque Gerry Healy a estimé que pour lui de nouveaux compromis, de nouveaux accommodements n'étaient plus intéressants ou possibles.

L'AFFAIRE VARGA

L'affaire Varga est un nouvel exemple des conceptions de Lambert quant à la direction et au fonctionnement de l'organisation. Il a littéralement propulsé Varga dans l'OCI et le CI. Il l'a monté en épingle, promu rapidement au BP. Il a même aidé à financer ses affaires personnelles.

Varga avait incontestablement des connaissances infiniment plus grandes que beaucoup de dirigeants du PCI et de véritables capacités. Mais le système de direction de Lambert a permis à Varga de faire à peu près ce qu'il a voulu tant qu'il semblait être un de ses « fidèles » et que, malgré l'accroc de la 3^e conférence du CI, il semblait appliquer ses directives. C'est sans doute la raison de la violence extraordinaire dont Lambert a fait preuve contre Varga lorsqu'à la conférence internationale de juillet 1972, il s'est aperçu que Varga le doublait et menait son propre jeu.

RUPTURE AVEC LORA

Lambert a procédé de la même façon par rapport à Lora qu'il a procédé par rapport à Healy. Il était juste d'apporter au POR et à Lora un maximum de soutien matériel dans la mesure où ils étaient victimes de la répression et que, de plus, les moyens dont ils disposaient, en raison de la pauvreté de la Bolivie, étaient très limités. Il n'était pas juste de traiter une fois de plus de puissance à puissance, de chef à chef et d'éviter de mener à fond les discussions politiques sur le front unique anti-impérialiste, la conception messianique du rôle du prolétariat bolivien et donc du POR que Lora avait, sur sa façon également autocratique de diriger le POR. Il est vrai que sur ce dernier point, Lambert, Healy, Lora pouvaient se donner la main. Le résultat se fut une nouvelle rupture, Lora lâchant le *Comité d'organisation pour la reconstruction de la 4^e Internationale* (constitué à la conférence de juillet 1972, à la suite de l'éclatement du CI) lorsque *Política obrera* [aujourd'hui Partido obrero, Argentine] fut exclue du CORQI.

LAMBERT CONFORTÉ PERSONNELLEMENT

L'éclatement du CI, la constitution du CORQI, le départ de Lora du CORQI, ont conforté encore plus la position de Lambert, son aura de chef historique au sein du CORQI et de l'OCI. Il paraissait être l'incarnation de la continuité de la 4^e Internationale, le dépositaire de son programme. Dans le CORQI, il était le seul dirigeant qui, par son ancienneté et ses états de service, pouvait face aux dirigeants du SU représenter cette continuité et « l'orthodoxie ».

DE 1968 À 1978 : MULTIPLES INITIATIVES DE REGROUPEMENT POLITIQUE

Les années 1968-1978 sont les années où l'OCI se construit et s'insère dans le mouvement ouvrier. L'OCI prend de multiples initiatives politiques. Elle élabore de nombreux textes. La lecture de ces textes, le rappel de ces positions permet de se rendre compte de nombreuses équivoques et, en même temps que certains enseignements sont tirés qui sont enrichissants. Ainsi les fameuses thèses du 17^e congrès n'apportent pas grand chose en ce qui concerne l'analyse de la situation internationale, la crise conjointe de l'impérialisme, de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties parasitaires. Des textes antérieurs contenaient déjà les développements qui y sont inclus. On peut même dire que la fameuse formule de « *la période de l'imminence de la révolution* » est une de celles dont Lambert est prodigue et qui sont généralement confuses. La « *révolution est imminente* » depuis la Première guerre impérialiste. Elle est plus qu'imminente, elle a connu de multiples et nombreux développements. Si elle n'a pas été victorieuse à l'échelle mondiale jusqu'alors, c'est en raison de la crise de la direction révolutionnaire. Une nouvelle période de la révolution s'est ouverte en 1968. Ce qui permet de la caractériser ainsi, c'est la conjonction de la révolution sociale et de la révolution politique et surtout la tendance objective du prolétariat « *à se regrouper sur un nouvel axe* » et, par là même, à chercher les voies d'une nouvelle internationale, de partis révolutionnaires. Sous bénéfice de relecture plus attentive, elles tirent néanmoins -me semble-t-il correctement - les enseignements de la grève générale de 1968. Par contre, le point 5 de la résolution du 18^e congrès, vu à la lumière des positions sur la « démocratie » ne laisse pas d'être équivoque. Les textes et articles polémiques qui ont été écrits contre les positions que la SLL défendait doivent être considérés comme des apports théoriques importants à l'action politique et à l'activité de construction de l'OCI et de reconstruction de la IV^e Internationale.

DÉFENSE ET PRISE DE DIRECTION DE L'UNEF

La bataille en 1969-71 pour la défense de l'UNEF en tant qu'organisation syndicale a eu une énorme importance politique et des conséquences considérables. Cette bataille a sauvé les bases qui allaient permettre de mener le combat pour la construction de l'UNEF et ultérieurement, la constitution de l'UNEF indépendante et démocratique. Elle a abouti à la défaite des gauchistes qui voulaient détruire l'UNEF en la transformant en « *mouvement politique de masse* » et à une défaite des staliniens qui voulaient la dénaturer en l'enchaînant au char de la « participation ». Les staliniens ont alors perpétré la scission et créé l'UNEF-Renouveau qu'ils devaient plus tard rebaptiser « UNEF-solidarité ». L'UNEF est évidemment une organisation indispensable pour les étudiants, mais elle aussi une position qui s'intègre au mouvement ouvrier. Les trotskystes sont devenus les dirigeants d'une organisation syndicale qui, par définition, a vocation à être une organisation de masse. Par là même, ils ont été amenés à

s'inscrire dans le mouvement syndical en général, et à nouer des relations et des liens avec les directions des confédérations et avec celle de la FEN.

Il n'est pas possible d'énumérer, et encore bien moins de commenter toutes les interventions, les luttes, les campagnes politiques que l'OCI a menées au cours de ces années. Qu'il suffise de rappeler :

LAMBERT AU MEETING DU 22 MAI 1969

La tenue, le 22 mai 1969, d'un important meeting. Lambert y prononçait le principal discours. Il disait sans ambages :

La lutte pour l'unité de la classe, pour le Front Unique est donc, par définition, une lutte contre la bourgeoisie et son État. Toute politique, tout mot d'ordre de caractères bourgeois conduit par définition à la division du front de classe. A la lumière des constatations tirées de l'expérience séculaire de la lutte des classes et du marxisme, il est possible de caractériser la politique actuelle des partis ouvriers. La SFIO se prononce pour la démocratie bourgeoise, tout comme le PCF, car qu'est-ce donc que la "démocratie avancée" comme étape particulière vers le socialisme sinon une politique qui se situe dans le cadre bourgeois ? De deux choses l'une : ou le PCF combat pour le socialisme ou il se fixe comme objectif une "démocratie avancée", car celle-ci n'est pas le socialisme et le dirigeants du PCF admettent eux mêmes qu'elle est la forme politique d'une société où persiste la propriété privée des moyens de production. (La Vérité n° 544, juin 1969, p. 21)

Manifestement, Pierre Lambert n'était pas sur la « ligne de la démocratie » et ne défendait pas le « programme de la démocratie ». Il déclarait fort justement : « Toute politique, tout mot d'ordre de caractère bourgeois conduit également par définition à la division du front de classe ». Il faisait donc ressortir clairement que la « ligne de la démocratie bourgeoise » divise la classe ouvrière.

ÉLECTIONS DE 1973

Le 1^{er} février 1970, à l'initiative de l'AJS, des milliers de jeunes se rassemblent au Bourget.

En juin 1970, se tenait le congrès de l'Alliance Ouvrière : 452 délégués (1 pour 10), c'est au moins ce qui est communiqué officiellement.

En février 1972, se tenait la conférence nationale « pour le gouvernement ouvrier et paysan » : 800 délégués représentaient 10 000 travailleurs et jeunes (communiqué officiel).

Pour la première fois, si on excepte la candidature dans un seul secteur de 1967, en mars 1973 l'OCI menait une campagne électorale. A ces élections législatives, elle présentait 20 candidats. Les résultats électoraux furent plus que modestes. C'était inévitable. Mais ce fut malheureusement la seule fois où l'OCI devait participer à des élections sous son drapeau et son programme. Il fallut attendre les élections municipales de 1983 pour que le PCI soutienne des candidats, mais il

ne se présentait pas sous son propre drapeau en défendant son propre programme.

ASSEMBLÉE NATIONALE DE DÉLÉGUÉS DU 15 DÉCEMBRE 1974

Aux élections présidentielles de 1974, Giscard d'Estaing n'avait été élu contre Mitterrand que par 50,7 % des suffrages exprimés, à 49,3 %. A la suite de quoi, l'OCI appelait à la tenue d'une assemblée nationale de délégués élus dans les entreprises, les quartiers, les universités, les écoles. Elle se réunit le 15 décembre 1974 à Paris. Y participaient, selon les estimations officielles, « 878 délégués représentant 18 948 travailleurs et jeunes ». Ils votaient une adresse aux dirigeants du PS et du PCF leur demandant de réaliser l'unité afin que « le gouvernement Giscard-Chirac disparaisse », « pour un gouvernement PS-PCF » que 80 000 travailleurs et jeunes signèrent. L'objectif de cette adresse était de préparer un rassemblement à Paris le 20 avril 1975. Il n'y eut pas un, mais trois rassemblements. Ils se tirent à Paris, Lyon et Nantes le 27 avril qui, selon les indications officielles, regroupèrent 13 000 participants. Notons que, dans le tract de l'OCI appelant au 27 avril 1975, on lit :

La position de l'OCI est nette et précise. Le gouvernement Giscard-Chirac mène droit à la catastrophe parce qu'il est un gouvernement bourgeois et que tout le système capitaliste va à la catastrophe. Aucun des problèmes posés à la classe ouvrière ne peut trouver de solution dans le cadre de ce régime. Seule l'expropriation du capital, l'organisation de la production suivant un plan qui corresponde à la satisfaction des besoins des masses peut apporter une solution à la crise et peut éviter la ruine. Seule l'instauration d'un gouvernement ouvrier, s'appuyant sur la classe ouvrière et les masses exploitées, organisées dans des comités, comme il s'en développe aujourd'hui au Portugal, détruisant l'État bourgeois, instaurant le pouvoir ouvrier, pourra exproprier le capital et réorganiser la production pour la satisfaction des besoins des masses. (La Vérité n° 567, mai 1975, p. 27)

AUTRES ASSEMBLÉES NATIONALES DE DÉLÉGUÉS

Au cours des années suivantes, l'OCI a impulsé la préparation de nombreuses assemblées de ce type :

- 16 mai 1976, assemblée nationale des délégués des « comités universitaires de base ». Officiellement, 861 délégués représentant 380 CUB ;
- décembre 1976, officiellement 450 délégués représentant 349 CUB se réunirent à nouveau ;
- 22 avril 1977, pour la première fois l'OCI organisa un meeting à la Porte de Pantin. Elle y exposa et défendit sa politique sous son propre sigle. Officiellement : 4 500 participants.
- 24 avril 1977, assises nationales pour le « Front unique ouvrier ». Officiellement : 1 200 délégués.

1977 : ENGAGEMENT DÉSISTEMENT

A partir de 1977, le combat pour le F.U.O., pour en finir avec le gouvernement Giscard-Barre et la 5^e République doit répondre à la campagne de division ouverte par la direction du PCF sous prétexte de réactualiser le programme commun. A l'évidence, il existe alors sur le plan électoral une majorité PS-PCF dans le pays. Les élections législatives doivent avoir lieu en mars 1978. Pour le PCF, il s'agit à tout prix d'empêcher la défaite de Giscard, du RPR et de l'UDF à ces élections. L'OCI engage la bataille pour que les dirigeants du PS et du PCF s'engagent bien avant le premier tour aux désistements réciproques au 2^e tour des candidats du PS et du PCF pour ceux d'entre eux ayant obtenu le plus de voix au premier tour. Le 16 novembre, au cours d'un meeting à la Mutualité, une adresse aux dirigeants du PS et du PCF est votée. Elle leur demande de prendre immédiatement cet engagement réciproque. Selon les indications de *La Vérité*, en un mois cette adresse se couvre de 25 000 signatures.

MEETING À PANTIN, 27 JANVIER 1978

L'OCI convoque un deuxième meeting à Pantin. Il se tient le 27 janvier 1978. Officiellement 5 300 participants. Deux jours plus tard, se tient une deuxième session de la conférence ouvrière et jeune. Officiellement : 1 200 délégués.

Cette campagne était juste. Elle correspondait aux aspirations de l'ensemble des travailleurs. Elle fut un succès. Mais on dit souvent qu'une cuillerée de goudron suffit à gâter un baril de miel. La déclaration du CC du PCI concernant la position de l'organisation était marquée du sceau de l'opportunisme lorsqu'il y était affirmé :

JUSTIFICATION OPPORTUNISTE : L'OCI NE PRÉSENTE PAS DE CANDIDAT EN MARS 1978

Étant donné les circonstances politiques, le comité central de l'OCI décide de ne pas présenter de candidats : le plus important dans ces élections est de combattre pour qu'une majorité PS-PCF soit élue à la prochaine assemblée nationale.

Non, le plus important pour des militants fidèles au programme de la 4^e Internationale, qui combattent pour la construction d'une section française, qui estiment que la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire est de déployer leur drapeau, de défendre leur programme, développer leur politique, laquelle devait inclure l'engagement, dès avant le premier tour, du désistement au second tour. Aucune excuse que la voie de la facilité, de la recherche de la moindre difficulté ne justifie cette prise de position (je dis pour qu'il n'y ait pas d'équivoque que j'ai voté cette résolution, que j'étais d'accord et que j'en porte donc la responsabilité). Derrière cette décision il y avait toute une orientation qui allait nous mener bien loin. Bien normalement d'ailleurs, c'était également le renoncement à la construction de l'OCI qui y était incluse, malgré tous les plans magnifiques ultérieurs de « construction ».

NOUVELLE CONFÉRENCE NATIONALE : DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Plus que jamais, après les élections à l'Assemblée nationale, l'axe de la politique de l'OCI, ce fut à juste titre : il faut en finir avec le gouvernement Giscard-Barre, la 5^e République. S'appuyant sur le résultat des élections partielles, l'OCI a relancé le mot d'ordre du front unique du PS et du PCF pour imposer la dissolution de l'Assemblée nationale dont la majorité UDF-RPR était minoritaire électoralement dans le pays. Une nouvelle conférence ouvrière et jeune se réunissait les 11 et 12 novembre 1978. Elle fixait l'objectif d'un rassemblement national et massif à Paris au mois d'avril 1979 devant et contre l'Assemblée nationale à l'ouverture de la session de printemps.

A PROPOS DU GOUVERNEMENT PS-PCF SANS MINISTRE REPRÉSENTANT LES ORGANISATIONS ET PARTIS BOURGEOIS ET DU GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN

GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN ET GOUVERNEMENT DU PS ET DU PCF

L'axe de la politique du PCI depuis 1968 jusqu'en 1981 a été le combat pour le front unique ouvrier, le gouvernement ouvrier et paysan. Le rapport pour le 20^e congrès du PCI (16 au 30 décembre 1975) l'établit très nettement. Le rapport montre que les faiblesses et les insuffisances de notre orientation, et donc de notre intervention politique, venaient de notre insuffisante assimilation de la signification de la portée du mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan et du combat pour ce mot d'ordre. De ce point de vue, il fait la critique des positions de l'OCI avant la grève générale de mai-juin 1968 que les thèses du 17^e congrès avaient déjà faites :

La question du gouvernement n'est véritablement soulevée par l'OCI avant la grève générale. Ne pas soulever comme centre de la propagande et de l'agitation la question gouvernementale c'est dans les faits ne pas comprendre le mouvement réel qui intègre comme catégories distinctes mais reliées le mouvement de la classe qui objectivement se dirige contre les bases de l'État ; c'est également réduire le mouvement spontané au trade-unionisme et par là sombrer dans les positions spontanéistes obstacles au mouvement.

MAI-JUIN 1968 : GOUVERNEMENT ET COMITÉ CENTRAL DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

La lutte pour les revendications procède de la question du pouvoir, donc de la révolution. Nous devons préciser. Il était absolument correct d'avancer la perspective du gouvernement ouvrier et paysan comme nous l'avons fait dans la grève générale sous la forme de gouvernement émanation du comité central et national des comités de grève. Mais sous cette forme, c'est la forme la plus développée du gouvernement ouvrier et paysan comme gouvernement du Front unique ouvrier. Les comités de grève élus, le

comité central et national des comités de grève (dont le contenu est directement soviétique) sont la forme la plus élevée du Front unique ouvrier. Et la classe ouvrière devait faire face aux directions des organisations, de toutes les organisations traditionnelles, gauchistes, pablistes qui réalisaient l'unité contre la grève générale. Mais les masses dans la grève générale cherchaient également à satisfaire leurs aspirations au travers de leurs organisations. Cela nous l'avions généralement admis comme une des conclusions "des enseignements de notre histoire" et nous n'en avons pas tenu compte. Nous avons dit, écrit à juste titre "la première étape de la radicalisation des masses renforce les organisations traditionnelles que les travailleurs chargent de leurs aspirations révolutionnaires". Nous avons ensuite précisé "se battre sur le terrain des illusions contre les illusions". Il eut fallu, pour combattre sur une ligne correcte doubler en quelque sorte le mot d'ordre de gouvernement émanation du comité national de grève, par une agitation sur la base du Front unique pour le gouvernement du Front unique ouvrier, pour le gouvernement du PCF et du PS sans ministre bourgeois, sans évidemment tenir compte de ce que les dirigeants du PCF et du PS bien qu'unis contre la grève générale se présentaient aux masses comme formellement divisés. Nous savons que "division" et "unité" pour les appareils bourgeois (bien que cela présente des différences importantes pour l'agitation) ne sont que le camouflage d'une politique de capitulation devant la bourgeoisie.

LE CC DE LA GRÈVE N'EXISTAIT PAS

A la vérité, en mai-juin 1968, il n'y avait aucun mot d'ordre gouvernemental. Le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier émanation d'un comité central et national de grève », comité central et national qui n'existait pas, est une formule creuse.

Mais bientôt au nom du Front unique et du gouvernement PS-PCF, s'est développée une politique opportuniste et ensuite révisionniste.

Le texte préparatoire au 20^e congrès cite une lettre de Trotsky qui montrait comment il fallait s'adresser aux dirigeants réformistes.

COMMENT LÉON TROTSKY POSE LA QUESTION

*Nous leur disons : "Vous êtes pour la démocratie et pour une majorité parlementaire. Nous ne vous empêchons pas de constituer une majorité ouvrière au parlement. Au contraire, nous vous y aiderons par tous les moyens. Mais pour cela il faut mettre sur pied la totalité de la classe ouvrière ; il faut l'intéresser ; il faut lui donner un mot d'ordre capable de l'unifier et la fortifier. Ce mot d'ordre ne peut être que celui du gouvernement ouvrier opposé à toutes les combinaisons bourgeoises et à toutes les coalitions. De la sorte, pour créer une majorité ouvrière au parlement il faut soulever dans la classe ouvrière et dans les masses un puissant mouvement sous le mot d'ordre de **gouvernement ouvrier**." Voilà comment, du*

point de vue de l'agitation, il faut poser la question par rapport aux dissidents et aux réformistes, etc. Cette façon de poser la question est juste, politiquement et pédagogiquement. (L. Trotsky, *Le Gouvernement ouvrier en France*, 30 novembre 1922, *Le Mouvement communiste en France*, Minuit, 1967, p. 215)

A l'aide de cette citation de L. Trotsky, il semble que l'orientation à suivre quant à l'agitation pour le gouvernement ouvrier et paysan soit parfaitement claire.

Nous sommes, inconditionnellement pour un gouvernement PS-PCF sans ministre représentant d'organisations ou de partis bourgeois. Mais un tel gouvernement n'est pas nécessairement un gouvernement ouvrier et paysan. Tant s'en faut. Cependant l'existence d'un tel gouvernement pose la question d'un gouvernement ouvrier. C'est pourquoi nous sommes pour qu'un tel gouvernement accède au pouvoir. Il pose la question d'un gouvernement ouvrier et paysan parce que, aux yeux des masses, il est le gouvernement des partis qu'elles reconnaissent comme leurs partis, en opposition aux gouvernements bourgeois et aux gouvernements de coalition entre partis ouvriers, organisations et partis bourgeois. Inéluctablement, se pose la question : un gouvernement PS-PCF pour quoi faire, ou autrement dit pour appliquer quel programme ?

RELATION GOUVERNEMENT PS-PCF, PROGRAMME, GOUVERNEMENT OUVRIER-PAYSAN

Il n'est pas vrai que le mot d'ordre d'un gouvernement PS-PCF soit séparable de la question du programme. Que nous ne conditionnions pas la lutte pour un gouvernement PS-PCF à ce que les dirigeants du PS et du PCF adoptent le programme du gouvernement ouvrier et paysan est une chose. Mais c'est une obligation politique de développer le programme dont nous disons : c'est ce programme qu'un gouvernement PS-PCF sans ministre représentant d'organisations ou de partis bourgeois devrait appliquer pour répondre aux besoins et aux aspirations du prolétariat, le programme dont l'application en ferait un gouvernement ouvrier et paysan.

Trotsky en quelques lignes, montre comment aborder et répondre dialectiquement à la relation gouvernement PS-PCF et à l'affirmation du PS et du PCF qu'ils sont pour la démocratie et pour constituer une majorité parlementaire. « *Vous êtes pour obtenir une majorité parlementaire... nous vous aiderons à l'obtenir... mais justement pour mobiliser les masses il faut un mot d'ordre, celui du gouvernement ouvrier* ». C'est-à-dire un gouvernement appliquant un programme anticapitaliste, démantelant la société, l'État bourgeois. Voilà la relation gouvernement PS-PCF / gouvernement ouvrier et paysan / programme.

Nous voyons par là même que :

- Ne pas poser la question du gouvernement PS-PCF avant et pendant mai-juin 1968, c'était assurément du « trade-unioniste », de l'opportunisme ;

- Ne pas se battre sur la question de la nature et du programme du gouvernement, comme cela a été le cas au cours des années qui ont précédé et qui ont suivi mai-juin 1981, c'était également de l'opportunisme. Une sorte de « realpolitik ». A quoi est relié la non-participation aux élections en 1978 au nom du « Front Unique » (sic), le mot d'ordre d'un candidat unique du PS et du PCF aux élections présidentielles de 1981 et l'appel à voter, dès le premier tour, pour François Mitterrand en 1981.

Les mots d'ordres « battre Giscard », « pour un gouvernement PS-PCF sans ministre représentant les organisations et partis bourgeois » se transforment en leur contraire, en un alignement par omission, en l'occurrence sur la politique du PS.

Une déviation d'un seul degré dans le lancement d'une fusée aboutit à un échec total. Non seulement l'objet ainsi lancé ne suit pas la trajectoire prévue, mais par le jeu des forces de la déviation d'un degré passe à deux, trois, dix degrés, etc. et la trajectoire est totalement différente. Il en a été de même en ce qui concerne la « légère » déviation par rapport à la ligne du gouvernement ouvrier et paysan. La force d'attraction (ou de pression si l'on veut) du gouvernement de l'Union de la gauche a entraîné de l'opportunisme au révisionnisme.

- pas de mise en cause du gouvernement de l'Union de la Gauche,
- pas de programme d'action,
- politique de pression sur le gouvernement de la gauche résultant d'une fausse interprétation de la fameuse formule du programme de transition « *on ne peut exclure que les organisations petites-bourgeoises... soient contraintes d'aller plus loin qu'elles ne le veulent sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie* ». Ainsi : « *le gouvernement à la croisée des chemins* », « *les réformes nécessaires* », « *le programme de la démocratie* », « *le parti des travailleurs* ».

DIALECTIQUE ET LOGIQUE FORMELLE SUR LES QUESTIONS DU GOUVERNEMENT ET DU FRONT UNIQUE

A la méthode dialectique de Léon Trotsky, a été substituée une méthode purement formelle brisant l'unité du processus. D'un côté, lutte pour un gouvernement PS-PCF sans ministre représentant les organisations et partis bourgeois. De l'autre, le programme du gouvernement ouvrier et paysans et le gouvernement ouvrier et paysan.

C'était d'une évidente clarté lorsque Lambert déclarait : « *On ne peut exiger du PS et du PCF qu'ils appliquent notre programme* ». Eh bien si ! Nous ne faisons jamais rien d'autre lorsque nous nous adressons au PS et au PCF que d'exiger qu'ils appliquent « notre programme ». Le Front Unique, c'est notre programme et pas le leur. Dans l'agitation, nous mettons au centre tel ou tel aspect du programme, mais qui à ce moment concentre le programme et ouvre sur le développement de tout le programme.

À PROPOS DU CANDIDAT UNIQUE À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DÈS LE PREMIER TOUR

REVENIR SUR L'APPEL DE 1981 À VOTER MITTERRAND DÈS LE PREMIER TOUR

Pour ma part, je crois nécessaire de réexaminer les campagnes politiques que l'OCI a menées pour un candidat unique aux élections présidentielles des partis ouvriers dès le premier tour, position qui a conduit à appeler à voter en 1981 dès le premier tour pour Mitterrand, cela au nom du Front Unique Ouvrier pour « battre Giscard ».

Ce n'est pas la première fois que ce genre de problème est posé devant les travailleurs en général et les militants communistes en particulier. Par certains côtés, la Constitution de la 5^e République ressemble à celle que l'Assemblée nationale constituante allemande de 1919 avait élaborée et votée : constitution dite de Weimar.

En Allemagne aussi, le Président de la République était élu au suffrage universel, l'élection était aussi à deux tours. En Allemagne aussi, le Président de la République désignait le chef du gouvernement. En Allemagne aussi, il disposait du pouvoir de dissoudre l'Assemblée nationale.

La crise économique qui a commencé en 1929 a provoqué en Allemagne une crise sociale et politique, une crise de régime. La constitution de Weimar donnait les moyens au Président de la République de mettre en place des gouvernements que Léon Trotsky a caractérisés comme étant des gouvernements bonapartistes : Brüning de mars 1930 à mai 1932, Papen de mai 1932 à décembre 1932, Schleicher de décembre 1932 au 30 janvier 1933, jour où Hindenburg, Président de la République, nomma Hitler chancelier, c'est-à-dire chef du gouvernement. La situation en Allemagne était alors dramatique. C'étaient les années de croissance fulgurante du nazisme que le grand capital soutenait et qui radicalisa la petite bourgeoisie, les lumpens contre le mouvement ouvrier, les organisa dans les SA, formations paramilitaires menant une guerre civile larvée. Personne ne contestera que Trotsky combattait ardemment pour la réalisation du Front Unique entre la social-démocratie, le Parti communiste allemand et les syndicats contre le nazisme.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 1932 : POSITION DE LÉON TROTSKY

En avril 1932, il y eut une élection présidentielle. Hitler posa sa candidature. Une partie de la bourgeoisie opposa à sa candidature celle de Hindenburg qui avait déjà été élu Président de la République en 1925. Des groupes que Trotsky caractérisait comme centristes proposèrent que la social-démocratie et le Parti communiste allemand réalisent le Front Unique dès le premier tour de ces élections en présentant un candidat unique. Voici en quels termes Trotsky parla de cette proposition :

L'idée de faire proposer le candidat à la présidence par le front unique

*ouvrier est une idée radicalement erronée. On peut proposer un candidat seulement sur la base d'un programme défini. Le parti (le PCA) n'a pas le droit de refuser, au cours de l'élection, à la mobilisation de ses adhérents et au dénombrement de ses propres forces. La candidature du parti, opposée à toutes les autres candidatures ne saurait en aucun cas empêcher l'accord avec les autres organisations pour les buts immédiats de la lutte. Les communistes, qu'ils fassent partie ou non du parti officiel, soutiendront de toutes leurs forces la candidature Thaelmann. Il ne s'agit pas de Thaelmann mais du drapeau du communisme. Nous le défendons contre tous les autres partis. En détruisant les préventions inculquées par la bureaucratie stalinienne dans les rangs communistes, l'Opposition de gauche se fraie le chemin vers leur conscience. (L. Trotsky, *Et maintenant ?* 27 janvier 1932, *Écrits 1928-1940*, tome III, Marcel Rivière, 1959, p. 174)*

Hindenburg (pour lequel la social-démocratie s'était désistée) était élu au deuxième tour. Il nomma Hitler chancelier quelques mois plus tard.

Il ne s'agit pas de calquer ce qui présente d'importantes différences. L'Opposition de gauche combattait pour le redressement du PCA et de l'IC. Elle ne les considérait pas encore comme « *étant passé définitivement du côté de l'ordre bourgeois* ». Le PCF est maintenant en France, en tant que parti stalinien, subordonné au Kremlin, le meilleur défenseur de l'ordre bourgeois. Le PS est également un parti qui défend par tous les moyens dont il dispose l'ordre bourgeois. Dans ces conditions, il nous est indifférent qu'ils défendent « *leur programme* », que chacun de ces partis brandissent ou non son drapeau.

Pourtant, cette citation invite à la réflexion. Aux élections, y compris aux élections présidentielles, même lorsque les circonstances sont dramatiques, comme en 1932 en Allemagne, les organisations qui se réclament du communisme, aujourd'hui de la 4^e Internationale et de son programme doivent, selon Trotsky, en principe présenter leur ou leurs candidats pour qu'ils défendent leur programme, leur politique, portent leur drapeau pour mobiliser leurs adhérents, dénombrer leur force. Qu'elles ne la fassent pas ne se justifie qu'au cas où elles n'ont pas les moyens matériels et politiques de le faire, surtout lorsque les élections se déroulent en deux tours ainsi que c'est le cas en France. En conséquence, on ne peut refuser le droit aux autres organisations et partis qui se réclament de la classe ouvrière de défendre « leurs » programmes, leurs politiques, leurs drapeaux, de mobiliser leurs militants, de dénombrer leurs propres forces.

EN 1974

En 1974, le PS et le PCF présentaient un candidat commun dès le premier tour des élections présidentielles : François Mitterrand devenu premier secrétaire du PS. La LCR et LO présentaient aussi des candidats. Loin de développer un programme ouvrier centré sur l'objectif du gouvernement ouvrier, sur l'axe du Front unique ouvrier, ils se prononçaient pour une « *assemblée constituante* », pour « *l'unité des révolutionnaires* », y compris avec Piaget, le dirigeant de la

section CFDT de chez Lip, PSU, clérical, corporatiste et qui venait de conduire les travailleurs de cette entreprise à la défaite au nom de « l'autogestion ». Dans ces conditions, nous ne pouvions appeler à voter pour l'un ou l'autre de ces candidats. Si nous n'avions pas les moyens politiques et matériels il ne restait qu'une solution : appeler à voter dès le premier tour pour Mitterrand.

En 1980-1981, il était juste de combattre pour que « Giscard soit battu ».

1981 : DÉFENDRE NOTRE PROGRAMME POLITIQUE

Mais l'était-il d'exiger du PS et du PCF qu'ils présentent un candidat unique au premier tour ? Rien n'est moins certain.

En principe, au cas où nous avons eu les moyens politiques et matériels, nous aurions dû présenter un candidat au premier tour sur un programme d'action traduisant en termes actuels le programme de transition, sur notre ligne politique. Notre ligne politique devait, bien entendu, inclure l'engagement réciproque des grands partis ouvriers à se désister inconditionnellement au deuxième tour pour le candidat du parti ouvrier ayant obtenu le plus de voix au premier tour. Voilà ce qu'aurait dû signifier « *pour battre Giscard* ». Y compris la difficulté apparente résultant de ce que seuls peuvent se maintenir au 2^e tour les deux candidats ayant obtenu le plus de voix n'existait pas. Les résultats des élections précédentes démontraient que ce serait Giscard et Mitterrand qui resteraient en ligne au 2^e tour.

Si nous n'avions pas les moyens matériels et politiques de présenter un candidat, il nous fallait néanmoins défendre notre programme, notre politique dans son ensemble, en utilisant les moyens dont nous disposions et reconnaître, en conséquence, aux autres le droit de défendre leur programme, leur politique avec les moyens dont ils disposent. En demandant au PS et au PCF de se mettre d'accord pour un seul candidat dès le premier tour (en fait personne ne s'y trompait, ce candidat unique devait être Mitterrand), plus encore en appelant à voter dès le premier tour nous avons écrasé les questions : « *pourquoi ? pour quel programme, pour quelle politique faut-il battre Giscard ?* » Nous n'ajoutions rien à la possibilité de le défaire. Bien au contraire. Les masses voulaient battre Giscard parce qu'elles voyaient en lui l'homme du capital, afin de porter au pouvoir un gouvernement à elles qui satisfasse leurs besoins et leurs aspirations. Formuler quel gouvernement, quel programme, quelle politique doit être mis en place et développés, c'est aider à la mobilisation des masses pour battre Giscard. En procédant ainsi que nous l'avons fait, nous couvrions la politique que Mitterrand entendait appliquer, nous contribuions à dégager la voie à un gouvernement de *l'Union de la gauche*, c'est à dire à la contre mesure prise, dès le lendemain des élections, pour frustrer les masses de la victoire qu'elles remportaient en chassant Giscard et nombre de députés RPR et UDF, en élisant Mitterrand et une écrasante majorité de députés PS et PCF à l'Assemblée nationale.

Mais, en réalité, il s'agissait déjà d'un renoncement politique. La résolution citée plus haut « justifiant » l'absence de candidats OCI au premier tour au nom

de l'exigence de tout mettre en œuvre pour qu'il y ait une majorité PS-PCF en voix et en élus aux élections à l'Assemblée nationale de 1978 éclaire la décision d'appeler à voter dès le premier tour pour Mitterrand aux élections présidentielles de 1981.

La direction du PCI prétend que les résultats électoraux ont vérifié la justesse de sa politique. Notamment le fait que, dès le premier tour, près du quart des électeurs votant traditionnellement pour le PCF ait voté pour Mitterrand. A cette perte massive de voix du PCF, il y a diverses raisons politiques : la Pologne et la politique de division de la direction du PCF qu'une grande partie de ses électeurs traditionnels a interprétée, à juste titre, comme une tentative d'éviter que Giscard ne soit défait. Mais mener une campagne pour que Marchais s'engage **avant le premier tour** à se désister pour Mitterrand si celui-ci arrivait avant lui au premier tour (et c'était certain) correspondait aussi bien à ce que voulaient ceux qui étaient électeurs traditionnels du PCF, ont voté Mitterrand dès le premier tour qu'à ce que voulaient ceux qui au premier tour ont voté pour Marchais. Les militants et électeurs du PS eux-mêmes n'en demandaient pas plus au PCF.

DE L'OPPORTUNISME AU RÉVISIONNISME

Dans la déclaration, en date du 20 mars 1981 du CC de l'OCI qui appelle à voter dès le premier tour pour Mitterrand, il est affirmé :

L'OCI unifiée est partisan de la révolution mondiale et des méthodes révolutionnaires. L'OCI combat comme section de la 4^e Internationale (Comité international) pour aider à l'émancipation des travailleurs par eux mêmes. Pour l'OCI unifiée, c'est par les moyens révolutionnaires de la lutte des classes que l'humanité en finira avec l'oppression et l'exploitations capitalistes.

Ces formules ultra-générales servent de feuilles de vigne « révolutionnaires » à une politique opportuniste. L'OCI a raison de dire : « *il faut battre Giscard* ». Elle a raison de dire :

La défaite de Giscard ouvrira aux masses laborieuses et à la jeunesse les voies de la mobilisation qui leur permettra de prendre en main elles-mêmes la solution des questions qui assaillent le pays : la défaite de Giscard remettra en question toute l'offensive sur tous les terrains organisés par son gouvernement.

A quelques autres conditions cependant... A condition que ne s'applique pas la politique que Mitterrand définit, la politique de « l'Union de la gauche ». De cela, la déclaration ne dit rien.

La vague formule « *sans prendre pour autant la responsabilité de la politique du PS* » est une nouvelle feuille de vigne. Elle évite de caractériser cette politique. L'OCI ne développe pas de programme, pas de politique propre, n'ouvre aucune perspective politique y compris en ce qui concerne la question du gouvernement. La politique de division du PCF était évidente. Il était parfaitement correct et il était nécessaire de le dire. Ce n'est pas pour autant qu'il fallait faire

silence sur celle de Mitterrand.

J'y insiste : dans les conditions qui étaient celles de l'élection présidentielle de 1981 la seule politique juste, parce qu'elle nous permettait de développer une politique de classe indépendante, était de mener la campagne pour un programme de classe, une politique de classe dans laquelle devait s'inclure l'engagement réciproque de désistement inconditionnel au second tour « *pour battre Giscard* ». Ce point devait faire l'objet d'une agitation de masse particulière. Ne pas procéder ainsi c'était cautionner Mitterrand. En réalité, il y a derrière l'appel à voter Mitterrand au premier tour une conception opportuniste du Front unique ouvrier. Le Front unique ne consiste pas à tout confondre : les programmes, les orientations, les drapeaux. Les élections à deux tours ont l'avantage de se prêter

admirablement à la tactique du Front unique. Au premier tour on se définit, au deuxième tour on élimine le représentant de la bourgeoisie. Nous devons dire pour les élections présidentielles de 1981 : « il faut battre Giscard ». Au premier tour, c'est le droit de tout un chacun de développer son programme, sa politique (et nous de développer les nôtres). Mais les organisations ouvrières doivent s'engager à appeler à voter au deuxième tour pour le candidat le mieux placé pour battre Giscard.

Non sans oscillations, la logique politique d'appel à voter dès le premier tour s'est développée : refus d'élaborer un programme d'action anticapitaliste, refus de mettre en cause le gouvernement « d'Union de la gauche », suppliques adressées au gouvernement, bavardages *sur* « *l'Assemblée nationale doit voter telle loi, telle autre loi etc.* » jusqu'à l'adoption de la « *ligne de la démocratie* » et des « *réformes nécessaires* » qui s'oppose à celle « *on ne peut rien résoudre si on craint d'aller au socialisme* ».



« IO », 10 septembre 2003. Le PT mène une campagne avec un petit bourgeois, le

DÉFENSE DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES ACQUISES, LUTTE POUR EN CONQUÉRIR DE NOUVELLES ET « LIGNE DE LA DÉMOCRATIE »

QUE DISAIT SUR LES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES LE PROGRAMME DE 1973 ?

J'ai relu le programme que l'OCI a mis en avant pour les élections à l'Assemblée nationale en 1967 et en 1973. Dans aucun de ces textes il n'est question de lutte pour « la démocratie » et encore bien moins de la « ligne de la démocratie ». J'ai relu le *Manifeste de l'OCI* qui date de décembre 1967, les textes publiés avant, pendant, après la grève générale de 1968. Il n'y est pas plus question de

« la lutte pour la démocratie » et encore bien moins de la « ligne de la démocratie ». Par contre, il y est question de la défense des libertés démocratiques, de la lutte pour la conquête de nouvelles libertés démocratiques. Dans le *Programme d'action de la classe ouvrière, pour le socialisme, pour le gouvernement ouvrier*, publié au début de l'année 1973, on lit :

Le programme du gouvernement ouvrier

La classe ouvrière, la jeunesse, les masses laborieuses, ont combattu et combattront pour défendre et étendre les libertés démocratiques. Elles n'acceptent pas : la Constitution gaulliste ; la concentration du pouvoir entre les mains du Président pas : de la frauduleuse loi électorale et, tant que subsiste le parlement, elles exigent que les députés soient élus à la proportionnelle. Elles exigent : l'abrogation de toutes les lois, décrets, dispositions anti-démocratiques prises avant et après la proclamation de la 5^e République.

Ces quelques revendications démocratiques nécessitent la mobilisation, l'organisation, l'action des masses. Les cadres et les institutions de la 5^e République devront être brisés pour que les revendications soient satisfaites. Les masses ne peuvent tolérer : la destruction progressive de cette liberté élémentaire qu'est le droit à l'enseignement ; que des centaines de millions soient dispensés par l'État aux écoles libres, c'est à dire à l'Église, pour l'essentiel et au patronat ; que soit remise en cause la laïcité de l'enseignement et les curés et les patrons réintroduits à l'intérieur de l'école publique ; que par ce biais, la séparation de l'Église et de l'État soit battue en brèche. Là ne se limitent pas les libertés démocratiques que le prolétariat, la jeunesse, les masses exigent : dissolution des milices patronales, chez Renault, Simca, Citroën, ailleurs ; "l'ordre à l'usine" doit être assuré par les travailleurs eux mêmes ; plus de préfets, dissolution des polices d'État, des CRS, des corps de gendarmerie, dissolution des organismes de défense en surface ; auto-administration des communes, élections à toutes les fonctions d'autorité, milices populaires pour assurer les fonctions de police, élections des juges et des magistrats ; droits syndicaux, politiques, d'organisation à l'armée ; délégués de soldats élus démocratiquement par les soldats, droit des soldats appliqués sous le contrôle des syndicats, abrogation de la loi sur le service national ; six mois de service qui permettent à la jeunesse travailleuse et des écoles à manier les armes ; vers la suppression de l'armée permanente, vers les milices.

Ces revendications démocratiques sont contradictoires avec le maintien de "l'État millénaire", de ses organismes, ses institutions politiques, ses corps constitués. Elles ne peuvent être obtenues, imposées qu'en faisant éclater cet État et par un gouvernement qui ferait appel aux masses, qui s'appuierait sur les masses, qui les appellerait à former leurs propres organismes politiques, à les fédérer à tous les niveaux de la localité jusqu'au niveau national. Rien ne sera solidement et durablement acquis aussi longtemps que le capital contrôlera l'économie et le pouvoir politique. (Programme

d'action de la classe ouvrière, OCI, 1973, p. 32-33)

QUE DISAIT LE RAPPORT PRÉPARATOIRE AU 24^E CONGRÈS SUR LA « DÉMOCRATIE » ?

Dans le rapport préparatoire au 24^e congrès (23 au 26 mai 1980), il est fait référence à la « démocratie », aux rapports entre « bonapartisme » et « démocratie bourgeoise » et à la tactique que l'OCI doit suivre, en ces termes :

Ne pas comprendre la nature du bonapartisme et la nature de la démocratie parlementaire, l'une et l'autre de nature bourgeoise, serait abandonner les principes, nous désarmer, et glisser sur le terrain du front populaire. Mais ne pas comprendre que bonapartisme et démocratie parlementaire sont des formes de domination de la bourgeoisie qui s'excluent l'une l'autre serait abandonner en sectaire dogmatique le terrain du marxisme, et par là même l'intervention politique à partir des données fondamentales de la politique révolutionnaire. La démocratie parlementaire, comme le bonapartisme, sont des produits du développement historique qui ne peuvent être éliminés que par la révolution prolétarienne. Sans qu'il nous soit permis d'oublier son contenu de classe (bourgeois), sans donc la prendre en charge, nous devons opposer la "démocratie" aux institutions bonapartistes, cela afin d'utiliser la "démocratie" contre la forme concrète que prend dans les conditions présentes la forme de domination de classe de la bourgeoisie, à savoir la forme bonapartiste. C'est ainsi que la "démocratie" dont se servent les appareils bourgeois contre les masses laborieuses pour des objectifs tout différents. Parce que nous comprenons la nature bourgeoise du bonapartisme et de la démocratie parlementaire, en même temps nous comprenons que ce sont deux formes de domination de la bourgeoisie qui s'excluent l'une l'autre, nous sommes à même de définir la situation réelle du point de vue des relations entre les classes et du point de vue de classe. Par là, nous nous rendons capables d'agir sur les événements.

Comprenant que la démocratie parlementaire ne pourra s'établir que dans l'effondrement du régime de la 5^e République, que cet effondrement verra – dans la mesure où les institutions de la 5^e République ont fusionné partiellement avec l'État bourgeois – pour le moins la "déstabilisation" de l'État bourgeois, nous agissons ainsi sur la contradiction insurmontable entre bonapartisme et démocratie parlementaire, pour aider notre classe à promouvoir ses propres éléments de pouvoir dans la crise d'effondrement. Sans aucunement prendre en charge, cela va de soi, répétons-le, la démocratie parlementaire, mais en utilisant la contradiction insurmontable entre bonapartisme et démocratie parlementaire, en partant de la nécessité de combattre "les illusions sur le terrain des illusions", nous voyons ce qui va arriver inéluctablement : une situation où démocratie parlementaire et formes plus ou moins développées du pouvoir ouvrier (conseils, comités) se côtoieront, comme la prochaine étape politique du combat pour la révolution prolétarienne qui doit renverser tout régime bourgeois, qui doit

renverser le système de la propriété privée des moyens de production.

De là découle que plus le moment du dénouement de la crise politique en crise révolutionnaire approche ; plus le levier de la "démocratie" utilisé comme nous venons de l'exposer devient décisif, mais plus l'OCI doit conserver strictement son caractère de classe, et ne pas laisser les revendications de classe se noyer dans la "démocratie en général. Et c'est là que se noue le problème de la grève générale, ses rapports avec la démocratie et avec le mot d'ordre de gouvernement Mitterrand-Marchais sans représentant de la bourgeoisie.

« BONAPARTISME », « DÉMOCRATIE », « DÉMOCRATIE PARLEMENTAIRE »

Le texte est loin d'être clair. Le « bonapartisme » et le « parlementarisme » s'opposent-ils de façon absolue ? « La démocratie » (la démocratie est dans ce texte entendue comme démocratie bourgeoise) s'identifie-t-elle purement et simplement à la « démocratie parlementaire » opposée au « bonapartisme » ? En réalité, le texte procède par abstraction et absolu. En ce qui concerne Cuba, Lambert s'est longtemps au nom de la « dialectique » réfugié dans le vide d'un État qui n'aurait été ni ouvrier, ni bourgeois. Ici, il recourt à la pure logique formelle et à des catégories vidées de leur contenu historique concret. Dès lors, elles deviennent aussi des abstractions vides. Bien sûr, Lambert admet qu'il s'agit de deux formes de l'État bourgeois : mais l'une est identifiée purement et simplement à la « démocratie » bourgeoise, il s'agit de la démocratie parlementaire ; l'autre, on ne sait trop à quoi sinon que c'est le « bonapartisme ».

Il est vrai qu'en « principe », dans la forme de domination de classe bourgeoise bonapartiste, le parlement ne joue qu'un rôle secondaire. Un homme providentiel (en général) incarne « l'État », c'est à dire l'appareil d'État et le « peuple ». Il concentre entre ses mains le pouvoir. Le gouvernement procède de lui. « En principe », dans la forme de domination de classe de la bourgeoisie dite « démocratie parlementaire », l'appareil d'État, le gouvernement dépend du parlement. Mais tout cela n'est que relatif et exige d'être concrétisé. Le « bonapartisme » peut s'accommoder d'un parlementarisme plus ou moins développé et surtout de libertés plus ou moins étendues. Inversement, dans la « démocratie parlementaire », l'indépendance de l'appareil d'État et du gouvernement peut être considérable et les libertés relativement limitées. Lambert désincarne le « bonapartisme » et la « démocratie bourgeoise », la « démocratie parlementaire ».

LA 5^E RÉPUBLIQUE ET LES BASES DE LA DÉMOCRATIE PROLÉTARIENNE

Le bonapartisme de la 5^e République a bien le trait marquant du bonapartisme : la prééminence de l'appareil d'État, du président de la république dont émane le gouvernement, le rôle secondaire du parlement. Mais si on se réfère à ce que Trotsky explique des rapports du prolétariat et de la « démocratie bourgeoise », la 5^e République apparaît aux travailleurs tout aussi « démocratique » et même plus que bien des « démocraties parlementaires ». Une fois de plus, il faut citer

ce passage bien connu de la brochure de Trotsky *Et maintenant ?*

*Pendant de nombreuses décennies, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle, les ouvriers édifièrent leurs fortifications, leurs bases, leurs foyers de **démocratie prolétarienne** : syndicats, partis, clubs d'éducation, organisations sportives, coopératives etc. Le prolétariat peut arriver au pouvoir, non pas dans les cadres formels de la démocratie bourgeoise, mais seulement par la voie révolutionnaire, cela est démontré en temps par la théorie et l'expérience. Mais c'est précisément pour la voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin des bases de la démocratie ouvrière à l'intérieur de l'État bourgeois. C'est dans la création de telles bases que s'est exprimé le travail de la 2^e Internationale à l'époque où elle remplissait encore un travail historiquement progressif. (L. Trotsky, *Et maintenant ?* 27 janvier 1932, *Écrits 1928-1940*, tome III, Marcel Rivière, 1959)*

La tâche « historique » du bonapartisme de la 5^e République consistait à détruire ces « bases », ces « foyers de démocratie prolétarienne ». Le prolétariat, par ses luttes de classe, a fait échouer cette tentative. C'est pourquoi il a pu, y compris dans les cadres institutionnels de la 5^e République, défaire en mai-juin 1981, en utilisant le suffrage universel, Giscard, le RPR, l'UDF. Le suffrage universel est un attribut de la « démocratie bourgeoise » tant que les autres libertés fondamentales (droit de presse, de réunion, d'associations, etc.) subsistent. Autrement, il devient un instrument que le bonapartisme utilise ou même dont les dictatures ouvertes se servent comme couverture. Il y a en effet contradiction entre « le bonapartisme » et « la démocratie parlementaire ». Mais on ne peut identifier 5^e République et dictature ouverte, pas plus que l'on ne peut mettre un signe égal entre « démocratie bourgeoise » et « démocratie parlementaire ».

SE SERVIR DU LEVIER DE LA DÉMOCRATIE

C'est de l'utilisation des libertés démocratiques existantes, dont le suffrage universel, qu'il s'agissait lorsque nous revendiquions la « dissolution de l'Assemblée nationale ». Pour ma part, en tous cas, c'est ainsi que je comprenais « *se servir du levier de la démocratie* ». Mais il faut rappeler en quels termes nous le faisons alors. Nous nous adressions aux directions du PS et du PCF en disant :

Vous vous réclamez de la démocratie parlementaire, du suffrage universel... La démocratie parlementaire et le suffrage universel vous accordent le droit d'engager une grande campagne nationale, mobilisant les travailleurs et la jeunesse pour la dissolution de l'assemblée nationale... La démocratie parlementaire et le suffrage universel disent : le gouvernement Giscard-Barre, pas plus que l'Assemblée nationale, n'ont aucune légitimité à gouverner le pays... (ils) vous accordent le droit de mener une campagne nationale mobilisant les travailleurs et les jeunes pour la disparition du

gouvernement, pour substituer à ce gouvernement capitaliste menant le pays à la catastrophe, bafouant la démocratie, votre gouvernement, celui du parti socialiste et du parti communiste français sans ministre bourgeois ! (Assemblée nationale des délégués pour que le gouvernement disparaisse, pour que soit porté au pouvoir un gouvernement PS-PCF sans ministre bourgeois, pour le front unique des organisations ouvrières, partis et syndicats, 15 décembre 1974, ce texte a été écrit par Lambert).

UN PUISSANT ARGUMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR QUE LE PS ET LE PCF RÉALISENT LE FU

Quel langage : « *elles vous accordent le droit* » ! Au lieu d'écrire : « *vous vous réclamez de la démocratie parlementaire, du suffrage universel, alors les principes dont vous vous réclamez exigent...* ». Mais, passons. L'important n'est pas là.

Assurément, qu'il y ait une majorité électorale PS-PCF est d'une grande importance politique. Cela signifie un rapport politique potentiellement écrasant en faveur de la classe ouvrière et des masses exploitées. Notre tactique doit en tenir le plus grand compte. Cependant, la nécessité du Front unique du PS et du PCF en vue de renverser, dans le cas qui nous intéresse, le gouvernement représentant les organisations et partis bourgeois, et la possibilité de le réaliser, ne dépend pas du fait qu'ils disposent ou non d'une majorité électorale potentielle ou de l'obtention d'une telle majorité. Que le PS et le PCF disposent d'une telle majorité donne une force supplémentaire considérable à la lutte pour qu'ils réalisent l'unité en vue d'atteindre les objectifs précités au nom même des « principes » qu'ils affichent. C'est une circonstance éminemment favorable pour mener l'agitation pour le front unique ouvrier, pour organiser une politique combattant pour ce front unique, pour contribuer à ce que les masses s'ouvrent leur propre voie, qu'elles exigent le front unique et engagent le combat politique. Pourtant il s'agit d'un argument supplémentaire et conjoncturel en fonction d'une situation conjoncturelle.

DE L'UTILISATION TACTIQUE À LA « LIGNE DE LA DÉMOCRATIE »

La preuve. En mai-juin 1981, il y eut une majorité de voix pour élire François Mitterrand à la présidence de la république et une écrasante majorité de députés PS-PCF à l'assemblée nationale. Il était correct de lancer le mot d'ordre, au moins à partir d'un certain moment : « *que l'Assemblée nationale décrète qu'elle est souveraine, que le gouvernement émane d'elle, qu'il réponde devant elle* ». Ce mot d'ordre faisait ressortir la contradiction entre le « bonapartisme » et la « démocratie parlementaire ». Encore que, pour étayer cette revendication, se référer à la majorité électorale était déjà douteux. Mitterrand est aussi l'élu du suffrage universel. Mais bientôt la référence à la « démocratie », au suffrage universel se retourne en son contraire. Par suite de la politique de Mitterrand, un gouvernement de l'Union de la gauche Mauroy-Fiterman-Crépeau couvert par la majorité PS-PCF à l'assemblée nationale, le PS et le PCF sont devenus du point

de vue du suffrage universel, minoritaires. « La démocratie », « la démocratie parlementaire » exigeraient la dissolution de l'Assemblée nationale à majorité PS-PCF et la démission de Mitterrand.

Les formulations de Lambert dans son rapport au 24^e congrès du PCI étaient équivoques. Elles insistaient lourdement sur la contradiction réelle entre « le bonapartisme » et la « démocratie parlementaire » et affirmaient : « *nous agissons ainsi sur la contradiction insurmontable entre bonapartisme et démocratie parlementaire* », sans pour autant conclure nettement. Force est de constater aujourd'hui que c'était une transition vers « la ligne de la démocratie ». Ce qui était une utilisation tactique d'une situation conjoncturelle hautement favorable (du point de vue du suffrage universel le PS et le PCF sont majoritaires qu'ils réalisent le FU : pour imposer la dissolution de l'assemblée nationale, pour en finir avec le gouvernement Giscard-Barre, pour qu'un gouvernement PS-PCF sans ministre représentant d'organisation et de parti bourgeois prenne le pouvoir) s'est transformé en ligne politique fondamentale, « *la ligne de la démocratie* ». Dans son rapport préparatoire au 28^e congrès du PCI, Lacaze dit ouvertement qu'il s'agit de combattre pour la « *renaissance de la démocratie parlementaire* ». Après le 17 juin, le 24 juin 1984, Lacaze continue à supplier le PS et le PCF au nom de la « démocratie », à supplier la majorité à l'Assemblée nationale : « *faites une autre politique* », leur demande-t-il.

« QUE LA MAJORITÉ PS-PCF À L'ASSEMBLÉE NATIONALE DÉCIDE QUE L'ASSEMBLÉE NATIONALE EST SOUVERAINE » ET LE FRONT UNIQUE

Si ce n'était pas clair hier, cela l'est aujourd'hui. Ce n'est pas au nom de la « démocratie », mais du front unique ouvrier qu'il faut adresser à la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale la revendication : décidez que l'Assemblée nationale est souveraine, que le gouvernement émane d'elle et répond devant elle. A coup sûr, une telle décision briserait la 5^e République, ses institutions. Rétablirait-elle la « démocratie parlementaire » ? Pas nécessairement. Une telle décision exprimerait ou créerait une situation révolutionnaire. L'Assemblée nationale serait objectivement dans la mesure de s'engager sur la voie d'un gouvernement ouvrier et paysan, de proclamer la république ouvrière et socialiste. En tous cas, nous devrions exiger d'elle cela. D'autres se chargeraient de tenter de bloquer tout développement révolutionnaire en s'appuyant sur la ligne de retraite de « la démocratie parlementaire » pour protéger l'État bourgeois et ses institutions. Nous, nous aurions à combattre pour son démantèlement en mettant en avant, notamment, mais pas seulement, un ensemble de revendications démocratiques, parties composantes d'un programme d'action, dont celui de 1973 énonce les principales.

LE FRONT UNIQUE ANTI-IMPÉRIALISTE

Un autre exemple, extrêmement important, d'oscillations opportunistes, menant à l'opportunisme et au révisionnisme est la résurgence, puis la généralisation de la tactique de front unique anti-impérialiste. Il faudra en traiter spécia-

lement et en détail. Constatons que même les garde-fous mis dans les *Thèses pour la reconstruction de la 4^e Internationale* ont depuis été franchis, et très largement.

Thèse 23 :le front unique ouvrier et le front unique anti-impérialiste

Ce n'est pas un hasard si, dans ses travaux des années trente, Trotsky n'a jamais appelé à la constitution de fronts anti-impérialistes. Le seul précédent sur cette question dans la littérature marxiste, c'est le chapitre 4 des fameuses Thèses générales sur la question d'Orient, adoptées au 4^e congrès de l'Internationale communiste (novembre 1922).

La nature de la bourgeoisie nationale des pays arriérés, classe exploiteuse et semi-opprimée, détermine en de nombreuses occasions la nécessité d'accords temporaires avec les organisations nationalistes bourgeoises de masse, dans le cadre du front unique anti-impérialiste. Un tel front ne peut être que circonstanciel et limité dans le temps, sa prolongation au-delà des circonstances qui ont justifié sa réalisation implique une adaptation au nationalisme bourgeois et la subordination du prolétariat à la bourgeoisie nationale. En aucun cas, ce type de front ne peut avoir un objectif gouvernemental commun avec les forces bourgeoises [...]

Cela ne signifie cependant pas qu'il n'y ait pas de luttes progressistes contre l'impérialisme et les grands propriétaires fonciers pour le renversement des régimes dictatoriaux, dans lesquels tous les secteurs de la population sont susceptibles de participer. Les trotskystes doivent combiner une lutte permanente et systématique pour que la classe ouvrière conquière son indépendance à l'égard de tous les autres secteurs, pour son organisation indépendante, avec leur soutien et leur participation à toute lutte progressiste même si, au moins au début, elle est de caractère purement démocratique .

A ce point de vue, si Trotsky a pu dire que soviét est la forme la plus élevée du front unique ouvrier et qu'il lui donne un caractère permanent, le front unique anti-impérialiste ne saurait être, au contraire, qu'une unité d'action limitée. En effet, dans les pays dominés, c'est la révolution prolétarienne qui seule, accomplira les tâches démocratiques et nationales ; elle ne peut s'accomplir que dans une totale indépendance par rapport à la bourgeoisie. C'est dans cette perspective que le parti du prolétariat, dans l'unité d'action et les luttes de front unique anti-impérialiste, met en avant l'organisation des comités de front unique à vocation soviétique pour l'organisation et le combat des masses laborieuses [...]

L'existence dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, de tâches nationales, démocratiques et anti-impérialistes, d'une part, le rôle contre-révolutionnaire du stalinisme et la crise de la 4^e Internationale de l'autre, ont engendré une situation dans laquelle sont apparues de nombreuses organisations nationalistes petites bourgeoises qui jouent un rôle actif dans la lutte contre les dictatures et l'impérialisme (le BPR, le FAPU etc. au Sal-

vador ; le FSLN dans la lutte contre Somoza, le MIR au Venezuela, etc.).

Il est de notre devoir de lutter systématiquement pour la réalisation du front unique anti-impérialiste avec ces organisations, sur la base d'un programme d'indépendance de classe, avec l'objectif de faire progresser la lutte des masses en exigeant systématiquement de toutes ces organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans, qu'elles rompent avec la bourgeoisie et s'engagent sur la voie du gouvernement ouvrier et paysan. Notre combat doit permettre aux masses, à travers leur propre expérience, de rompre avec ces organisations. (4^e Internationale-CI, Thèses pour la reconstruction de la 4^e Internationale, décembre 1980-mai 1981, réédition QI-CIR, p. 122-124).

Mais la résolution votée à la conférence latino-américaine de juillet 1983 déclarait :

Les bourgeoisies nationales sont évidemment incapables de résister sérieusement à l'impérialisme US, mais elles sont confrontées avec leur propre destruction que recèle cette tendance inscrite dans la nouvelle politique américaine. Toute une situation dans laquelle les bourgeoisies nationales évoluaient jusqu'alors est en cours de modification. Certes, l'impérialisme US s'efforcera de renforcer la capacité contre-révolutionnaire des gouvernements bourgeois, mais à chaque pas sa politique de guerre économique de rapine mine précisément la capacité contre-révolutionnaire de tous les gouvernements.

Certes, ces gouvernements bourgeois s'efforceront de faire pression sur le gouvernement US avec la menace d'explosion révolutionnaire, mais l'affaiblissement de ces gouvernements bourgeois face aux masses qu'entraîne cette guerre économique de rapine contraint et contraindra de plus en plus l'impérialisme US à intervenir militairement lui-même tout en cherchant à refuser toute concession dans les domaines économiques et financiers. Certes, l'impérialisme US s'efforce de ne pas se laisser entraîner dans de nouvelles guerres directes de type Vietnam, guerres que rejette le peuple américain, mais la poursuite de la tendance inscrite dans la guerre économique de rapine impérialiste ne peut que s'affirmer en relation avec l'inévitabilité des effondrements révolutionnaires aboutissant à la prise en compte directe de l'impérialisme du maintien de l'ordre. C'est précisément l'ensemble de ces éléments contradictoires auxquels il faut ajouter la crainte manifestée par les couches de la bourgeoisie américaine de se trouver dans une situation d'engagement militaire d'un type Vietnam qui donne à la politique américaine son caractère chaotique.

Bien qu'elles n'aient ni la capacité, ni le désir de lutter jusqu'au bout contre l'impérialisme, les bourgeoisies nationales sont placées dans une situation où d'une part, elles doivent chercher à défendre la fraction de plus-value que l'impérialisme leur concédait, menacées par la nouvelle politique américaine de voir celui-ci leur en arracher la totalité ; d'autre part, elles crai-

gnent une victoire complète de l'impérialisme US dans la guerre d'agression contre-révolutionnaire qu'il conduit en Amérique centrale. Une telle victoire signifierait une véritable substitution d'une forme de domination de l'impérialisme –situation de dépendance- à une forme de domination coloniale à peine camouflée et menacerait directement toutes les bourgeoisies latino-américaines. Enfin, les bourgeoisies latino-américaines craignent par dessus tout la révolution...

Tous ces éléments mettent à l'ordre du jour le combat pour le FUA dont la conférence de Bogota représente le premier pas, fragile certes, mais le premier réalisé dans notre histoire sur l'initiative et sous l'égide d'une parti de la 4^e Internationale... (Bulletin intérieur n° 7 préparatoire au 28^e congrès).

Le savant balancement n'empêche pas que, selon ce texte, l'axe de la politique des organisations membres de la 4^e Internationale (CIR) doit être le FUA, contrairement à ce qui est expliqué dans les thèses.

L'AFFAIRE BERG ENTERRÉE, LES CAUSES DEMENTENT DU COMITÉ PARITAIRE AU GRAND BOND EN AVANT

Le 22^e congrès devait se tenir entre Noël 1978 et le 1^{er} janvier 1979. Il fut retardé au 8 et 11 février et se tint à Dijon. Le nombre de cotisations officiellement comptabilisées à la fin 1978 s'élevait à 5 000. Les objectifs fixés au mois de septembre semblaient donc atteints. Plus important encore, il semblait que la courbe de développement permettait un rythme de croissance ultra-rapide de l'OCI. C'est dans ces conditions que le BP proposait au 22^e congrès de fixer l'objectif des « 10 000 ».

Mais on sait que ces résultats étaient truqués. La Commission du congrès « sur le fonctionnement politique de l'OCI et la formation » que je dirigeais découvrit la cavalerie dans le « recrutement » à laquelle Berg et l'ensemble des membres de la « Commission province » du CC procédaient sous sa direction. Sans aucun doute, dans la Région parisienne, il y avait aussi inflation : nombre « d'inscrits » au PCI n'étaient pas non plus militants. « L'affaire Berg » éclatait. Bientôt, il fut prouvé qu'il s'appropriait des fonds de l'OCI et les utilisait pour son propre compte. Berg était exclu.

L'AFFAIRE BERG SECQUE L'OCI

« L'affaire Berg » a profondément secoué l'OCI. Le rassemblement national prévu pour avril dut être annulé. Un congrès extraordinaire de l'OCI (le 23^e) était convoqué. Il se tint du 24 au 27 mai 1979 et réaffirma l'objectif des 10 000. Mais le ressort était distendu et chacun avait le sentiment que malgré les affirmations les causes profondes de l'affaire Berg n'avaient pas été mises à nu.

LA RÉVOLUTION AU NICARAGUA

Mais des circonstances politiques ont permis de surmonter, au moins en apparence, les conséquences sur l'OCI de l'affaire Berg. En juillet 1979, au Nicaragua, la révolution prolétarienne balaie la dictature de Somoza. Un gouvernement de coalition entre une aile de la bourgeoisie et le FSLN prend le pouvoir : le *Gouvernement de reconstruction nationale*. Le SU s'aligne en pratique derrière le FSLN.

LA BRIGADE SIMON BOLIVAR

La « Fraction bolchévique » que Moreno dirige et qui est membre du SU a constitué pendant l'année précédant la chute de Somoza une brigade de volontaires latino-américains pour « combattre au côté des sandinistes. » Cette brigade Simon Bolivar » soulève après la chute de Somoza les problèmes politiques : organisation et indépendance des syndicats, occupations des terres, organisation des milices, nature du gouvernement.

LA FRACTION BOLCHÉVIQUE EXCLUE DU SU

Le Gouvernement de reconstruction nationale expulse la brigade Simon Bolivar du Nicaragua. En pratique, le SU approuve cette expulsion et exige que la « Fraction bolchévique » se dissolve. Devant son refus, elle l'exclut du Secrétariat unifié. Autour de la tendance que la fraction de l'OCI anime à l'intérieur de la LCR s'est constituée une petite tendance internationale la « Tendance léniniste-trotskyste ». Elle condamne l'exclusion du SU de la « Fraction bolchévique ». Elle est exclue à son tour du SU et de la LCR. La « Fraction bolchévique » représente un courant dans le SU assez important. La tendance animée par la fraction de l'OCI, à l'intérieur de la LCR, obtient sur ses textes environ 25 % des voix des militants de cette organisation. L'OCI et le CORQI, sans prendre a priori à leur compte les positions de la FB et de la TLT, soutiennent la Fraction bolchévique et luttent contre la répression des militants ouvriers et révolutionnaires au Nicaragua. Ils dénoncent la position du SU et l'expulsion bureaucratique de la Fraction bolchévique et de la Tendance léniniste-trotskyste. De là va naître le « Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la 4^e Internationale ».

NOUVEL ESSOR DE L'OCI, LE COMITÉ PARITAIRE

La constitution du « Comité paritaire », celle en France de la « Ligue communiste internationaliste » qui se situe exactement sur les mêmes positions que l'OCI et qui, en septembre 1980, fusionnera avec l'OCI, va donner à celle-ci un nouvel élan. D'autant plus que la crise de régime s'accroît en France, que la crise économique dans les pays impérialistes rebondit et s'accroît et que, surtout en août 1980, un nouveau chapitre de la révolution politique s'ouvre en Pologne.

NOUVEL APPEL À L'UNITÉ

Une nouvelle fois, l'OCI lance une adresse à Mitterrand et à Marchais « *pour que cesse la division* » que signent près de 80 000 travailleurs et jeunes. Une nouvelle conférence nationale, cette fois des « *comités d'initiative et d'unité* » est réunie les 15 et 16 mars 1980. 500 délégués y participent. La campagne pour « *l'OCI des 10 000* » est relancée. L'OCI décide de la tenue de meetings en province et à Paris.

MEETING À PANTIN

Celui de Paris se tint le 21 mai 1980 à la porte de Pantin. Dans une salle qui compte 5 000 places assises, la direction de l'OCI prétend qu'il y avait 10 000 participants. La méthode utilisée par Berg, inflation des chiffres, bluff, et bientôt cavalerie dans les résultats quant aux recrutements, ressurgit. Au cours des années suivantes, elle prendra une ampleur sans précédent. Berg est, de ce point de vue dépassé. Pourtant ni en 1981, ni en 1984 l'objectif des 10 000 militants n'a été atteint.

L'EFFET DE LA RÉVOLUTION EN POLOGNE ET DE LA VICTOIRE DE MAI-JUIN 1981

La pilule passera néanmoins. Le « Comité paritaire » devient en décembre 1980 « 4^e Internationale (Comité international) ». Pour la plupart des militants, d'autant plus que la direction nourrit cette illusion, il semble que la 4^e Internationale soit pratiquement reconstruite. La rupture de « 4^e Internationale (Comité international) » en juillet-novembre 1981 est un coup dur.

Mais il est incontestable que la campagne de l'OCI pour un candidat unique dès le premier tour des élections présidentielles, même si elle mène à la faillite, même si c'est superficiel, obtient un écho considérable. La défaite de Giscard, de l'UDF et du RPR en mai-juin 1981 font espérer une marche rapide à la révolution et une construction éclair de l'OCI, puis du PCI. C'est l'espérance du « grand bond en avant ». La dépolitisation, la dénaturation politique s'accroissent au cours de ces quelques années. Les réactions s'opposant à l'orientation de plus en plus opportuniste de la direction de l'OCI, au bluff quant aux résultats de plans toujours plus sensationnels mais jamais réalisés quant au recrutement, sont faibles et difficiles. Immédiatement le mini-appareil sanctionne, frappe, exclut. Fait notable, soit dit en passant, alors que depuis le premier plan, les objectifs financiers avaient toujours été atteints et dépassés (par quels moyens, c'est une autre chose) ils ne le sont plus à partir de 1981. A partir de 1982 il n'y aura plus de campagne financière jusqu'à celle des élections européennes de 1984.

AUTRES ACTIVITÉS POLITIQUES DE L'OCI ENTRE 1968 ET 1981

L'activité de l'OCI entre 1968 et 1981 ne s'est pas réduite aux grandes étapes qui viennent d'être évoquées. Toute une riche intervention dans les mouvements, les grèves, les manifestations de la classe ouvrière, de la jeunesse, des étudiants a constitué le quotidien de cette activité. L'activité dans les syndicats en a été un

autre aspect. Des campagnes pour les libertés contre la répression en URSS, en Europe de l'Est, en Amérique latine, ailleurs ont été menées. Les campagnes en défense de la révolution polonaise et contre la répression ont été un des axes les plus importants du travail politique de l'OCI et ensuite du PCI. La défense de la révolution nicaraguayenne a fait également l'objet d'une importante campagne. De nombreuses journées d'études ont été organisées. L'OCI a impulsé le CORQI.

ET L'INTERNATIONALE ?

DISCUSSIONS ET PRISES DE POSITION DU CORQI

Le CORQI a abordé de nombreuses questions : la révolution palestinienne et le mouvement révolutionnaire au Moyen Orient, contre l'impérialisme et son agent, l'État compradore d'Israël, les bourgeoisies arabes plus ou moins nationales, plus ou moins compradores ; le mot d'ordre de la constituante palestinienne ; les lignes d'intervention en Amérique latine, et notamment, par rapport à la situation révolutionnaire ouverte au Pérou dans la deuxième partie des années 1970 ; la révolution portugaise ; par rapport à l'Espagne, à l'Allemagne, à la révolution politique dans les pays où le capital a été exproprié mais où des bureaucraties parasitaires détiennent le pouvoir politique et gèrent la société ; par rapport à la situation mondiale, au tournant des années 1973-75 ; la défaite historique que l'impérialisme US a subie au Vietnam ; la crise économique en développement ; la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires, etc., etc. C'est là une élaboration considérable, même si elle doit faire l'objet d'un sérieux inventaire.

AUTRES ACTIVITÉS DU CORQI

En mai 1973, le CORQI s'est adressé au SU en se déclarant prêt à participer à la discussion préparatoire à son 10^e congrès. Pour ma part, j'étais opposé à cette initiative car je craignais une verte réplique du SU plus gênante pour le CORQI qu'autre chose. J'avais tort. Je sous-estimais les contradictions qui déchiraient le SU et qui opposaient la « Fraction léniniste-trotskyte » à la majorité du SU. Néanmoins, la suite a prouvé que la manœuvre que le CORQI engageait ne menait pas loin. Peut-être a-t-elle aidé le travail de la fraction de l'OCI à l'intérieur de la LCR. Mais elle n'a pas modifié la situation propre au CORQI lui-même aux prises avec ses propres contradictions (exclusion de PO, départ de Lora) ni fait évoluer positivement la FLT. Par accord entre le SWP et la majorité du SU, la FLT a été dissoute quelques années plus tard [en 1977]. Moreno n'a pas voulu être partie prenante dans cet accord, à moins qu'il se soit réalisé en partie contre lui. Il a constitué la « Fraction bolchévique » qui devait être expulsée du SU en septembre 1979. Quant au SWP, on sait ce qu'il en est advenu.

LE CORQI VÉGÈTE

Mis à part l'OCI et l'OSI du Brésil, la plupart des organisations participant au CORQI ont plus ou moins végété. Lambert a pourtant eu longtemps des domaines réservés qu'il abandonnait, il est vrai, lorsque cela ne tournait pas rond : le Portugal, le Pérou, l'Espagne. Le bilan quant à la construction des organisations dans ces pays a été pratiquement nul. Lambert ne manque naturellement pas d'arguments pour en rejeter la responsabilité sur les dirigeants de ces organisations. Mais Lambert ne manque jamais « d'arguments », même s'il faut un peu réécrire l'histoire. Très souvent aussi ses missi dominici, servent de boucs émissaires. Un bilan honnête et responsable reste à faire qui n'affirme pas toujours « *la ligne était juste, mais ils n'ont pas été capables de l'appliquer, ils ont capitulé* ». Toujours est-il qu'en 1979 le CORQI végétait.

LA 4^E INTERNATIONALE – COMITÉ INTERNATIONAL ÉCLATE

C'est alors que la « Fraction bolchévique » et la « Tendance léniniste-trotskyiste » ont été exclues du SU, que le « Comité paritaire » et la « 4^e Internationale (Comité international) » ont été constitués. Comme cela avait été le cas auparavant avec Healy et la SLL, Lora et le POR, Altamira et Política Obrera, la conception de la reconstruction de la 4^e Internationale en réalisant des compromis, des accords, des arrangements entre « chefs » disposant d'organisations nationales et internationales plus ou moins importantes a échoué. Camilo, alors membre du Secrétariat international de « 4^e Internationale (Comité international) », qui venait de la FB, traduisait ironiquement ces rapports. Parlant de Lambert, de Moreno et de Luis Favre qui formaient le véritable organisme de direction où se prenaient les décisions (Luis Favre était un des membres de ce trio en raison de sa connaissance de l'espagnol et du français qui en faisait l'interprète entre Lambert et Moreno et de ses capacités d'intrigant) [Favre a scissionné QI-CIR en 1988, il est devenu un dirigeant du PT Brésil], il les désignait comme les « grands ayatollahs ». A quelques exceptions près, la scission a recoupé les anciennes « frontières » du CORQI et de la Fraction bolchévique. « *La nouvelle direction internationale* » n'a pas vécu six mois. Il s'agissait d'un collage d'organisations différentes, dont le « Comité paritaire » était une représentation beaucoup plus exacte.

4^E INTERNATIONALE CIR

« 4^e Internationale (Centre international de reconstruction) », la nouvelle organisation constituée après cette rupture, n'est pas plus brillante que n'était le CORQI. Le POMR un des fleurons du CORQI, a disparu. L'OSI du Brésil piétine, si elle ne régresse pas. Le PCI, on sait ce qu'il en est. Les autres organisations dont l'activité politique et le développement sont contrôlables ne se développent pas beaucoup, lorsqu'elles ne régressent pas. *Tribune Internationale* ne paraît plus en espagnol et il paraît fort irrégulièrement en français. C'est un gouffre financier. Son maintien est une question de « prestige ». Peu l'achètent -et encore bien moins le lisent- parmi les militants.

DÉFENSE DU NICARAGUA

Le grand succès international serait la tenue des conférences contre l'intervention de l'impérialisme US au Nicaragua et la représentativité internationale du seul gouvernement FSLN, organisées avec l'appui de ce gouvernement et la participation de personnalités sociales-démocrates et bourgeoises. Cette activité me semble juste et nécessaire. Mais elle dépend entièrement du support du gouvernement du FSLN. Les trotskystes, dans cette affaire, sont les instruments de ce gouvernement. Ils sont à son service. Ils ont raison de se mettre à son service. Mais il est peu probable qu'il en résulte « *la reconstruction de la 4^e Internationale* ». Le soleil de la reconstruction de la 4^e Internationale se lève, paraît-il, à l'est. Pour l'instant c'est incontrôlable. Patientons.

L'OCI S'INSTALLE DANS LE MOUVEMENT OUVRIER TEL QU'IL EST

DE LA DISSOLUTION DE L'OCI (12 JUIN 1968) À LA PROCLAMATION DE L'ORGANISATION TROTSKYSTE (25 AVRIL 1969)

Avant d'occuper une certaine place, de s'insérer dans le mouvement ouvrier, l'OCI a disparu comme organisation. Le 12 juin 1968, un décret dissolvait les organisations dites « révolutionnaires ». Certes, il ne s'agissait pas de considérer ce décret comme nul et non avenue. Il était juste d'utiliser les recours juridiques pour tenter de faire annuler ce décret, décret qui fut effectivement annulé en ce qui concerne l'OCI en août 1969. Mais pendant près d'un an, il n'y eut pas d'organisation trotskyste officielle.

Ce n'est que le 12 mai 1969 que nous avons proclamé « l'Organisation trotskyste, pour la reconstruction de la 4^e Internationale ». Ainsi, nous avons accepté de nous taire pendant près d'un an en tant qu'organisation trotskyste combattant pour la reconstruction de la 4^e Internationale et sur son programme. « *L'OCI était en culottes courtes* » : elle s'abritait derrière l'AJS [Alliance des jeunes pour le socialisme] et, dans une certaine mesure, derrière la Fédération des Comités d'alliance ouvrière. C'est une attitude typiquement opportuniste.

Elle a eu d'importantes conséquences. Elle a été un obstacle à la construction, à la fin et à la suite de la grève générale, d'une organisation trotskyste. Elle a également fait que l'AJS se transforme d'emblée en substitut de l'organisation trotskyste. Pendant des années, dans la presse, il n'était jamais question de l'OCI mais de l'AJS, alors même que le décret du 12 juin 1968 était annulé. Nous avons laissé la LCR occuper le terrain.

RELATIONS AVEC LES APPAREILS BUREAUCRATIQUES

L'activité, la progression, les succès mêmes de l'OCI au cours des années qui suivirent ont impliqué obligatoirement que sa direction noue et développe des relations de plus en plus fréquentes avec le mouvement ouvrier officiel, c'est à dire les appareils et notamment les appareils dits « réformistes ».

La prise de direction de l'UNEF exigeait que sa direction composée principalement de militants de l'OCI soit en contact avec les dirigeants de FO, de la FEN, du PS et également soit en relation avec le Ministère de l'Éducation nationale, l'administration universitaire.

Les campagnes politiques en défense des victimes de la répression en Europe de l'est, notamment en Pologne, mais aussi par rapport à l'Amérique latine, au Pérou ont été menées en bénéficiant principalement du soutien de FO. D'ailleurs, comment faire autrement ? Mais encore faut-il que les relations ne se transforment pas en liens de dépendance. De même, la constitution de l'UNEF-ID n'a été possible que par le soutien de FO, de la FEN, de certains dirigeants du PS. Là aussi les relations ne doivent pas se transformer en liens de dépendance.

De nombreux militants sont devenus permanents dans l'appareil FO. Là également, le danger que s'établissent des liens de dépendance est considérable. La marge est étroite.

Au centre des relations qui s'établissent entre les appareils et l'OCI, on trouve toujours Lambert. Ses traits personnels d'intrigant, de combinard, de truqueur, ses tendances opportunistes le rendent particulièrement apte à ce genre de rapports. Mais ils le rendent également particulièrement apte à franchir le pas qu'il ne faut pas franchir, en entraînant derrière lui une cohorte d'apprentis bureaucrates.

LAMBERT VOTE LES RAPPORTS D'ACTIVITÉ DU BUREAU CONFÉDÉRAL FORCE OUVRIÈRE

Au congrès confédéral de FO, en mars 1969, Lambert a participé à la commission qui a élaboré la résolution appelant à voter Non au référendum du 25 avril que De Gaulle a organisé pour tenter de relancer la politique qui visait à instaurer le corporatisme en France. Les considérants de la résolution, au moins certains d'entre eux, étaient plus que discutables. Mais en prenant l'initiative d'appeler à voter Non, la confédération FO contraignait la CGT, la FEN, le PS et le PCF à appeler aussi à voter Non. Lambert a voté cette résolution et même le rapport d'activité du Bureau confédéral. A mon sens il a eu raison de les voter **en cette occasion**.

Mais ce qui était une exception motivée est devenue une règle. Depuis, Lambert a voté les rapports d'activité du Bureau confédéral. Au dernier congrès, Lambert a voté ce rapport, alors qu'au cours des années qui venaient de s'écouler la direction de FO avait étroitement collaboré avec le gouvernement Giscard-Barre et le patronat. Or, quand Lambert vote dans un tel congrès, c'est le dirigeant du PCI, c'est le PCI qui vote. Il est vrai que Lambert a prononcé à ce congrès un virulent discours... ultra « lutte de classe ».

A de nombreuses reprises, sous différents prétextes, Lambert a également donné la consigne aux militants du PCI de voter et d'appeler à voter pour les rapports d'activité des directions du SNI et de la FEN. Pourtant, ces dirigeants collaborent depuis des années avec les gouvernements en place.

OPA SUR L'OCI

Manifestement, le pas a été franchi. C'est au compte de FO que Lambert utilise les militants de l'OCI pour démanteler la Fédération de l'Éducation nationale, sous le prétexte que les dirigeants de la FEN, du SNES, du SNI, font la politique du gouvernement de Front populaire. Et la direction confédérale de FO ? Que fait-elle ? Elle approuve les licenciements chez Talbot, chez Citroën, dans la sidérurgie. Lorsque Bergeron s'adresse au gouvernement, il ne lui reproche qu'une chose, d'aller trop vite, d'appliquer trop brutalement sa politique. Il craint qu'agissant ainsi, le gouvernement ne provoque l'explosion.

Mais nous dirait-on : « FO défend la laïcité, l'école publique ». En réalité, FO accepte les crédits à l'école privée et tout le reste. Et aujourd'hui FO, comme la FEN, se félicite de la politique de Chevènement, politique qui garantit à l'enseignement privé tous les privilèges acquis depuis 1950.

Enfin, c'est une évidence que la conception du *Parti des travailleurs* a été élaborée du côté de l'avenue du Maine et que son centre opérationnel se situe du côté de l'Union départementale FO de Loire Atlantique.

Tout se passe comme s'il y avait eu OPA de l'appareil FO sur le PCI.

L'OCI S'INSTALLE

D'autre part, les temps héroïques du PCI d'avant 1958, du groupe, des premières années de l'OCI où les militants se débrouillaient pour taper leurs tracts, les ronéoter eux mêmes, accomplissaient à peu près toutes les tâches matérielles, où l'on ne disposait pas de locaux, pas de bureaux sont loin. Matériellement, l'OCI s'est installée confortablement. En soi, ce n'est pas bien sûr condamnable. Un grand immeuble. Des imprimeries. Des machines. Des bureaux. Un appareil technique considérable, etc., etc. Désormais, l'OCI a pignon sur rue.

LE MINI-APPAREIL

Le plus important, bien qu'inséparablement lié à ce qui précède, a été la constitution d'un mini-appareil, de taille mesurée par rapport à la grandeur et à la force des grands appareils du mouvement ouvrier, mais gigantesque par rapport aux forces du PCI. Immédiatement après mai-juin 1968, Lambert a sélectionné homme par homme cet appareil, de même qu'il a sélectionné le CC et les organismes dirigeants. Il n'a eu dans ce domaine qu'un seul rival qui lui aussi, en utilisant sa position de dirigeant de l'AJS et ensuite de la Commission province, sélectionnait ses hommes. Aucun contrôle de la « base », qui ne s'en souciait pas trop d'ailleurs, n'existait et ne pouvait exister. Fort de son autorité, Lambert désignait qui il voulait à la place qu'il voulait. On est loin de l'élection à tous les niveaux de responsabilité que Trotsky préconisait. Tout fonctionnait par cooptation. Les élections au CC à la fin du congrès dépendaient de qui Lambert voulait ou ne voulait pas avoir au CC. A la vérité, étant donné son « aura », personne n'y voyait à redire.

Aucun contrôle sur les ressources et les dépenses de l'organisation n'existait. Les rapports financiers faits au BP étaient de simples additions et soustractions de postes très généraux concernant de grandes masses, sans document comptable, sans rubriques éclatées. Lambert, quel que soit le responsable en titre, disposait. Pas de Commission de contrôle financier. Rien. Sous le prétexte que cela ressortissait du secret et ne devait pas devenir public.

Trois événements revêtent sur la question du fonctionnement de l'organisation, une particulière importance. « L'affaire Varga », la liquidation de la « loi de finance », « l'affaire Berg ».

RETOUR SUR VARGA

L'affaire Varga. Il est tout de même inquiétant qu'un certain fonctionnement de l'OCI ait permis à Varga d'occuper les postes de direction qu'il a occupés. Bien sûr, il n'y a aucune garantie que l'OCI ne puisse être infiltrée au plus haut niveau. Tout de même, un examen sérieux de la façon dont avait pratiqué Varga et comment il avait utilisé un certain fonctionnement de l'OCI n'aurait pas été superflu. Mais on aurait découvert la façon dont Lambert pratiquait, le copinage et bien d'autres choses.

LA COMMISSION DE CONTRÔLE FINANCIER

Au début de 1976, une Commission de contrôle financier a été élue par le BP en raison de pertes financières dans certaines affaires. La commission ne peut aboutir sur tous les problèmes auxquels elle a été confrontée. Néanmoins, elle a élaboré des règles de fonctionnement financier de l'OCI et, notamment, comment le budget doit être établi : une « loi de finance » dont tous les postes doivent être éclatés : recettes et dépenses, prévisions et réalisations. Mais elle ne put aller jusqu'au bout du contrôle financier. Néanmoins le « principe » de la « loi de finance » sera appliqué pour deux budgets. Mais la commission ne pouvant aller jusqu'au bout du contrôle, elle cessa de fonctionner. La « loi de finance » a alors été liquidée. Il n'y en aura plus. Tout reprend son ancien cours.

Les limites devant lesquelles s'est trouvée placée la commission et l'arrêt de son fonctionnement ont favorisé les malversations de Berg. Or, il faut le dire, Lambert était contre cette commission. Elle s'est trouvée bloquée à cause de lui et a disparu en raison de son opposition.

À NOUVEAU SUR L'AFFAIRE BERG

L'affaire Berg. On vient de voir comment l'absence de contrôle financier a favorisé les détournements de Berg. Mais surtout l'affaire Berg est une des conséquences de la formation d'un mini-appareil composé de permanents. On pourrait énumérer par ces cas : Josette, Dan, Lionel, Sartana, beaucoup d'autres ont été sélectionnés par Berg et ont été directement ses instruments à l'AJS ou (et) à la Commission province. Les racines de l'affaire Berg sont dans le mode de fonctionnement de l'OCI que Lambert a imprimé. Si ce fonctionnement n'avait pas

été ce qu'il était, jamais Berg qui était lui même un déraciné social n'aurait pu agir ainsi qu'il a agi. Mettre à nu les racines de l'affaire Berg revenait à mettre en cause tout le fonctionnement politique, organisationnel, financier du PCI, à commencer par la façon dont fonctionne et vit la direction. Il n'en était pas question. C'était déjà pratiquement remettre en cause l'OCI.

PLUS DE CENT PERMANENTS

Rien n'a changé. Berg exclu, Lambert a utilisé tout le personnel que Berg avait sélectionné. Ceux qui le composaient ont changé d'employeur. Le nombre, déjà considérable, de permanents n'a fait que croître. Aujourd'hui il doit se monter à une centaine si on y inclut les permanents techniques. Le plus grave, c'est que, à peu près tous sont des déracinés sociaux ou le deviennent. Ils forment une coterie dépendant étroitement politiquement et économiquement de Lambert. Ce sont eux qui contrôlent au compte de Lambert le PCI. Le PCI ne dispose pas d'un appareil qu'il contrôle. C'est l'inverse. La plupart des membres du CC sont des permanents. Il faut ajouter les permanents syndicaux dont la position dépend de leur appartenance au PCI. La cohorte des permanents s'entoure de « responsables » auxquels elle inculque le sens de la « hiérarchie » et qui, souvent, l'imitent dans les rapports avec les militants.

Pour ma part, j'ai été progressivement éliminé de toute direction de commission ou de participation à des commissions auxquelles Lambert ne participait pas. Plus grave, Lambert a constitué un « secrétariat » composé de lui, Lacaze, Seldjouk [D. Gluckstein], Kostas [J.C. Cambadélis, passé au PS en 1986, emportant avec lui la direction de l'UNEF], qu'aucun organisme n'a élu au départ.

LE ROI DÉSIGNE SON GENTIL DAUPHIN

Il est intéressant de revenir sur une lamentable comédie qui a eu lieu au 27^e congrès : Lambert désigna son successeur. Lambert, au cours du rapport sur la direction, a expliqué : « *pour la première fois ce n'est pas moi qui ai fait le rapport politique devant le congrès ; le camarade Lacaze a prouvé sa capacité à diriger le parti ; je continue le combat que j'ai toujours mené et continuerai tant que je pourrai, mais il est temps que ce soit quelqu'un d'autre qui dirige le parti ; le camarade qui doit maintenant diriger le parti, c'est le camarade Lacaze* ». C'était à la fois scandaleux et dérisoire. Scandaleux : personne n'avait le moindre doute, Lambert continuait à diriger le parti. Et même en désignant son successeur il se situait au dessus de tous, en juge suprême, en souverain dont tout procède. Le roi désignait son gentil dauphin. Dérisoire. Au cas où pour une raison ou pour une autre, Lambert ne pourrait plus diriger le PCI les « jeunes loups » du secrétariat se déchireraient à belles dents « l'héritage » et il y a gros à parier que le gentil dauphin serait dévoré. Néanmoins, cette anecdote est illustrative des rapports qui existent à la direction du PCI.

Les aspects scandaleux et dérisoires de ce petit scénario ne doivent pas masquer la manœuvre qu'il y avait derrière. Lambert transmettait au meilleur de la nouvelle génération -selon lui- le pouvoir. « Place aux jeunes ». Sinon aux jeunes

travailleurs. « La vieille génération » devait céder la place. C'est la vie. C'est ça préparer l'avenir. Lambert, au moins dans l'immédiat, ne cédait pas sa place. Il se situait au-dessus de la « direction », en super-sage, et gardait en fait le contrôle de tout. Il devenait le « gourou ». Par contre, d'autres faisant partie de la « vieille génération », ils devaient comprendre que le moment était venu qu'ils s'en aillent et laissent la place à la « nouvelle génération de dirigeants ». A l'évidence, la « question des générations » n'a rien à y voir. Il s'agit d'une question politique : éliminer tout ce qui peut être un obstacle au nouveau cours.

UN MINI-APPAREIL INDUIT DES GRANDS APPAREILS

Dans le PCI, sous la houlette de Lambert, quelque fois d'une façon caricaturale, étant donné que c'est au nom du « centralisme démocratique » et que le PCI est de plus une petite organisation, se sont institués des rapports de fonctionnement qui reproduisent les rapports existants dans les organisations bureaucratisées du mouvement ouvrier. Il ne s'agit pas de la naissance d'une « nouvelle bureaucratie », car les bases sociales n'en existent pas, mais d'un mini-appareil induit à l'intérieur du PCI des grands appareils bureaucratiques. Ou, si l'on veut, qui traduisent la pénétration au sein du PCI de ces appareils sous la forme d'un prolongement dont la sélection et la fonction est spécifique : utiliser le PCI.

La « ligne de la démocratie », la constitution d'un parti qui, selon Lambert, ne doit jamais se constituer (sic) dénommé « Parti des travailleurs » qui n'a pas de programme, sinon celui de la « démocratie », indiquent la place qui est assignée au PCI. A signaler aussi l'évolution de l'UNEF. La défense de l'UNEF et sa prise de direction ont été menées victorieusement dans la lutte, notamment contre la participation, le boycott des élections aux conseils de gestion des universités. Depuis 1982, l'UNEF-ID participe aux élections aux conseils de gestion et y siège.

MON RÔLE ET MA PLACE

Inéluctablement la question doit être soulevée : « *Tu passes pour être -à côté de Lambert- un chef historique de l'OCI. Que faisais-tu au cours de toutes ces années ?* »

Je l'ai déjà dit : avant 1958, mon rôle est resté secondaire. Au début 1959, j'ai quitté le groupe, j'avais des problèmes personnels. Je suis resté manoeuvre à la RATP jusqu'en 1958. En outre, j'en avais un peu assez du fonctionnement du groupe Lambert. J'ai rattaché en septembre 1962 au moment du référendum sur l'élection au suffrage universel du Président de la république. J'ai remilité à partir d'avril 1963 dans le groupe. J'ai commencé à avoir une influence réelle vers cette époque et surtout à partir de 1965. Mais enfin, elle n'était pas comparable à celle de Lambert.

Pourtant, j'étais le seul dans l'OCI à pouvoir discuter d'égal à égal avec lui, et éventuellement, à le mettre en cause parce que j'étais capable de répondre largement à l'ensemble des problèmes qui confrontaient l'OCI : l'Internationale, la place de l'OCI dans la lutte des classes.

Je n'ai jamais fait partie de l'appareil.

En outre :

1. Alors même que je m'opposais à telle ou telle orientation, je le faisais en m'efforçant de rectifier la ligne sans ouvrir de conflit politique ;
2. L'affaire de la Commission de contrôle : pousser jusqu'au bout, c'était mettre en cause l'existence même de l'OCI. C'est à peu près la même chose en ce qui concerne l'affaire Berg ;
3. Je pensais que les oscillations et tendances opportunistes seraient surmontées ;
4. J'étais aussi aspiré par la tendance à l'opportunisme et j'étais loin, tant que j'étais dans le cadre du SI, du CC, du BP, de voir toujours clair et d'appréhender les tenants et les aboutissants ;
5. Je mesurais l'ampleur des problèmes que je soulevais et à quoi il faudrait répondre.

Enfin, dès 1973, Lambert a commencé à prendre ses précautions avec mon élimination de la direction de la Commission internationale en raison des liens et relations qu'elle permettait de nouer.

En 1976, comme en 1979, il tremblait de peur. Il a d'autant plus pris le contrôle étroit de l'appareil et il l'a renforcé après l'affaire Berg. A partir de là, il a mené un long travail de taupe pour m'écarter de toute direction réelle, d'autant que je n'étais pas d'accord avec de nombreuses prises de position. Le tout s'est accentué à partir de 1980-81. Pendant des années, une campagne souterraine a été menée contre moi. Fin 1981, un « secrétariat » élu par personne s'est mis à fonctionner. Il a décidé de l'essentiel. Le BP était de fait court-circuité. Il n'a été légalisé qu'après le 27^e congrès. Mais la rupture de « 4^e Internationale CI » a contraint Lambert, qui avait besoin de moi, à ralentir son offensive.

J'étais éliminé du comité de rédaction d'*Informations Ouvrières*. Ces deux dernières années, je n'avais pratiquement plus de responsabilités. Le problème était alors de savoir quand et comment engager la bataille. J'avoue d'ailleurs que je ne pensais pas que Lambert précipiterait le mouvement de mon élimination et non seulement de la direction du PCI, mais du PCI lui-même.

LE MOMENT DE LA TRANSFORMATION DE LA QUANTITÉ EN QUALITÉ : L'UNION DE LA GAUCHE AU POUVOIR

Les oscillations et tendances opportunistes, le rôle de Lambert et certaines de ses tendances propres, le mode de fonctionnement de l'OCI et ensuite du PCI, les liens noués avec l'appareil FO et au moins certains milieux du PS, la constitution d'un mini-appareil entièrement entre les mains de Lambert prédisposaient à la subordination du PCI à la politique du front populaire. Tant que « l'Union de la gauche » et, en particulier le PS, étaient dans l'opposition compte tenu que l'OCI ne représente qu'une force politique limitée, l'orientation pou-

vait apparaître une orientation entachée d'opportunisme mais restant cependant dans le cadre général du « trotskysme ». L'épreuve de l'Union de la gauche, du front populaire a été décisive : les oscillations, les tendances opportunistes se sont transformées en révisionnisme ; le mini-appareil est devenu un instrument de subordination du PCI à cette politique et d'épuration de celui-ci des militants n'acceptant pas cette politique.

Il en va toujours ainsi. C'est toujours au moment où apparaît une situation pré-révolutionnaire, pouvant se transformer en situation révolutionnaire ouverte, que pèse sur les organisations qui se réclament de la révolution prolétarienne tout le poids de la société bourgeoise. Les contradictions qu'elles recèlent inéluctablement prennent toute leur force. Les milles liens qui les attachent à la société bourgeoise se tendent et l'enserrent. Il était donc inévitable que, avec l'avènement au pouvoir de « l'Union de la gauche », le PCI soit soumis à une pression gigantesque, que ses contradictions se tendent et les liens qui le lient à la société bourgeoise se resserrent.

CHIFFRES OFFICIELS DE LA PROGRESSION DE L'OCI DEPUIS 1968

Pourtant, à partir de 1968, l'OCI s'est constituée comme organisation, jusqu'à être en mesure de redevenir à son 26^e congrès le PCI. Elle pouvait légitimement prétendre avoir la force et les moyens de devenir un parti jouant un rôle national, sinon être « le parti révolutionnaire » dirigeant. Les chiffres fournis au 24^e congrès en ce qui concerne la progression numérique sont les suivants :

- Janvier 1968 : 528 militants
- Janvier 1971 : 1 245 militants
- Janvier 1973 : 1 807 militants
- Janvier 1977 : 2 436 militants
- Janvier 1978 : 3 558 militants
- Janvier 1979 : 4 427 militants
- Janvier 1980 : 3 840 militants
- 24^e congrès, avril 1980 : 4 026 militants

Dans son rapport pour le 28^e congrès, Kostas indiquait :

- Janvier 1981 : 4 760 militants
- Mai 1981 : 5 617 militants
- Mai 1983 : 6 332 militants
- Janvier 1984 : 5 900 militants.

Jusqu'en 1977, ces chiffres correspondent à une progression réelle. Avant d'être intégrés à l'OCI, les militants passent par des GER. Lorsqu'ils sont intégrés, ce sont en général de véritables militants. La formation des militants est poussée

autant qu'il est possible, bien que toujours insuffisante.

BERG EXCLU, SES MÉTHODES TRIOMPHENT

Ensuite, les chiffres sont trompeurs. A partir de 1977, la façon de recruter commence à être modifiée. Nombre croissant de cotisant cotisent peu et ne militent guère plus. Ce sont, tout au plus, des sympathisants, mais ils sont comptabilisés « militants ». Berg ira plus loin. Il procède à une véritable cavalerie. « L'affaire Berg » éclate au 22^e congrès en février 1979. La chute des effectifs constatée au 1^{er} janvier 1980 correspond à un certain « dégraissage ».

En 1980, « l'inflation » reprend de plus belle. Pour apprécier les chiffres au 1^{er} janvier 1981, il ne faut pas omettre la fusion OCI-LCI : ce sont 450 militants qui ont été intégrés d'un seul coup en octobre 1980 à l'OCI. En 1981-82, le truquage commence et s'amplifie. Jusqu'alors, les membres de GER et ultérieurement des pré-cellules, n'étaient pas comptabilisés en tant que militants du PCI. Lorsque les pré-cellules sont supprimées et que le recrutement se fait par l'entrée directe en cellule, tous sont comptabilisés « militants ». En conséquence, les chiffres sont ainsi gonflés de 700 à 800. Berg a été exclu. Ses méthodes de comptabilisation des « militants » au PCI triomphent. Par des jongleries comptables nombre de « phalanges » [de cotisations] sont fictives. Ce qui n'empêche pas une chute du nombre des « inscrits » au PCI : au moins 432 entre mai 1983 et janvier 1984, c'est-à-dire en 7 mois.

STAGNATION RÉELLE ET DÉCOMPOSITION POLITIQUE DE L'OCI-PCI

En réalité, le nombre de militants réels (et non celui des « inscrits ») n'a sans que peu augmenté, s'il a augmenté, entre janvier 1978 et janvier 1984. Circonstance aggravante mais normale, parce que consécutive à cette conception de la construction de l'OCI et ensuite du PCI : la vie politique, le fonctionnement du PCI se sont délabrés. Le recrutement est devenu un recrutement type Fête de *L'Humanité*. Le fonctionnement politique celui d'un « parti de masse » sans les « masses » (5 900 inscrits). L'OCI et le PCI deviennent des passoires. Il n'y a pratiquement plus de formation : ni des cadres, ni des militants. Ils montent et descendent les étages, doivent effectuer des collages massifs d'affiches, assurer des permanences tonitruantes sur les marchés. C'est la conception de la construction de l'OCI, puis du PCI, selon les méthodes du « Barnum Circus ». Par contre, nombre « d'inscrits » ne participent jamais à leur réunion de cellule et à l'activité de l'organisation. Les réunions de cellule se réduisent à la lecture commentée de l'édition d'*Informations Ouvrières*.

LA IV^E INTERNATIONALE MANQUE LE RENDEZ-VOUS DE 1951-1953

LES CAUSES PROPRES AU PCI S'INCLUENT EN DES CAUSES PLUS GÉNÉRALES

Dans tout ce qui précède, j'ai essayé de montrer qu'il y avait des causes profondes, propres au PCI, qui ont amené à la politique révisionniste et on peut bien

dire liquidatrice actuelle de la direction. Liquidatrice, même si elle permettait une progression formelle du PCI, dans la mesure où elle le dénature et en fait une organisation qui a de moins en moins à voir avec le parti révolutionnaire que nous avons à construire. Le rôle particulier de Lambert, pourquoi et comment il en a été ainsi, a été souligné. Pourtant, on ne peut en rester là. Il y a des formes, des causes propres concernant le PCI mais qui procèdent et s'incluent dans des conditions plus générales, ou plutôt une qui les concentre toutes : la crise qui a disloqué la 4^e Internationale.

LA 4^E INTERNATIONALE

Le rôle de Lambert, comment, pourquoi, ne s'explique qu'en relation avec la crise de la 4^e Internationale. Les faiblesses, les oscillations, les tendances opportunistes ont été d'autant plus difficiles à surmonter qu'elles procédaient d'un certain héritage dont les conséquences les plus négatives ont été la crise de la 4^e Internationale et que la crise de la 4^e Internationale privait le PCI du cadre des rapports politiques qui lui auraient permis de pallier ses faiblesses et de surmonter ses contradictions. Bien entendu, l'effondrement du PCI, alors que les conditions objectives de la construction du parti révolutionnaire se dégageaient, notamment en raison de l'ouverture de la révolution politique et de la crise du stalinisme, l'ont marqué.

LE SECRÉTARIAT UNIFIÉ : UN MODE DE FONCTIONNEMENT FÉDÉRATIF ET SOCIAL-DÉMOCRATE

Un rapide coup d'œil permet de voir que la façon dont fonctionne le PCI, les oscillations et les tendances opportunistes débouchant, sous une forme ou sous une autre, sur le révisionnisme ne lui sont pas propres. Toutes les organisations dont l'origine est la 4^e Internationale en sont marquées.

En ce qui concerne l'opportunisme et le révisionnisme, il n'est même pas nécessaire de s'y attarder : c'est l'évidence. En ce qui concerne le mode de fonctionnement, il y a quelques différences notables. Le mode de fonctionnement du SU est fédératif. Des compromis et des marchandages se concluent de puissance à puissance : ainsi, depuis 1963, entre le SWP et une autre partie du SU. Ils se conjuguent à une démocratie formelle. La LCR en tant qu'organisation fonctionne plutôt dans le style d'une organisation social-démocrate, comme un rassemblement de tendances. Mais les autres courants internationaux, les autres organisations nationales issues de la crise de la 4^e Internationale ont un type de fonctionnement bien particulier : toutes sont marquées par le caudillisme :

LA SOCIALIST LABOUR LEAGUE

La SLL a été, vers la fin des années 1960, la plus forte organisation trotskyste. Elle avait conquis la direction de la jeunesse du Labour Party. Son type de fonctionnement était autoritaire, à partir d'un chef, d'un caudillo, entouré d'un certain nombre de lieutenants. L'aboutissant a été la rupture avec le CI, la destruc-

tion de la SLL comme organisation trotskyste.

LE PARTIDO OBRERO REVOLUCIONARIO

Le POR a été un parti jouant en Bolivie un rôle national, pouvant prétendre à la direction du prolétariat. Mais lui aussi a fonctionné de façon autoritaire, à partir d'un chef, d'un caudillo : Lora. Le POR a éclaté.

MORENO, LAMBERT

Moreno est lui aussi un dirigeant de type caudillo. Lambert, en France, est lui aussi une sorte de petit caudillo.

LA 4^E INTERNATIONALE, ATTRIBUT NÉCESSAIRE

Healy, Moreno, Lambert, chefs d'une organisation nationale plus ou moins puissante, disposant de moyens matériels plus ou moins grands, ont constitué leur regroupement international au nom de la 4^e Internationale. C'est un attribut nécessaire à tous car ces caudillos prétendent incarner le trotskysme. Il faut qu'ils adoptent, au moins dans la forme, la caractéristique indispensable : se réclamer de la construction de la 4^e Internationale.

LE SOCIALIST WORKERS PARTY

Le SWP représente un autre cas. Son fonctionnement a longtemps été personnalisé. Cannon faisait la loi, surtout après l'assassinat de Trotsky. Tant que Léon Trotsky vivait, Cannon devait respecter certaines normes. La discussion de 1939-40 a été une discussion réelle parce que Léon Trotsky l'a imposée. Il disait même que, si Shachtman et Burnham avaient la majorité, il faudrait respecter la discipline.

Après la mort de Trotsky, le régime du SWP a été rien moins que démocratique. Cannon a personnifié ce que l'on a pu appeler le cannonisme. Aujourd'hui, le SWP a basculé du côté du castrisme et son fonctionnement n'a rien à envier au fonctionnement du PCI et réciproquement.

PABLO

Le mode de fonctionnement que Pablo avait imprimé à la 4^e Internationale tendait à imposer son caudillisme à lui.

On est bien obligé de considérer : le caudillisme dans la 4^e Internationale vient de loin; il est toujours lié au révisionnisme.

LES CAUSES

Les causes profondes sont celles qui ont conduit au pablisme :

- destruction des cadres de la génération d'Octobre et finalement assassinat de Léon Trotsky ;

- obstacle objectif à la construction de la 4^e Internationale. Le stalinisme atteint une puissance fantastique à la fin de la 2^e Guerre mondiale ;
- absence de racines profondes dans la classe ouvrière.

PAS UNE NOUVELLE BUREAUCRATIE

Il n'y a pas de nouvelle bureaucratie à partir de la 4^e Internationale, mais des cliques, des coteries qui, en réalité, sont induites, sont la projection ou plutôt la réflexion des bureaucraties des organisations traditionnelles. La raison : absence de base sociale. C'est possible pour les raisons précédemment énoncées.

LA 4^E INTERNATIONALE N'EST PAS AU RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE

La raison fondamentale de la formation de coteries comme celles de Healy, Lambert, Moreno, Barnes, c'est le fait qu'en 1951-53, alors qu'avec la révolution politique sonnait l'heure de la 4^e Internationale, celle-ci craquait en tant qu'organisation internationale. C'est un nouveau drame historique pour la classe ouvrière comme l'ont été la faillite de la 2^e Internationale, le passage définitif de la 3^e Internationale du côté de l'ordre bourgeois.

Alors que se débloquent les rapports dans la classe ouvrière qui permettent sa construction, la 4^e Internationale craque. Il faut se rendre compte que la 4^e Internationale et ses organisations, intervenant de façon centralisée aux échelles internationale et nationales (l'élément subjectif), cela modifiait profondément le développement de la crise du stalinisme et l'accélérait.

1951-53 : UN TOURNANT MONDIAL

Que l'on se rende compte : en 1952, la révolution bolivienne ; en juin 1953, le mouvement révolutionnaire en Allemagne de l'Est, précédé d'importants mouvements en Tchécoslovaquie (Pilsen), la crise de direction de la bureaucratie stalinienne à la mort de Staline ; en août 1953, la grève générale en France ; en 1956, la révolution hongroise des conseils... Quelles extraordinaires possibilités ouvertes à une 4^e Internationale centralisée et agissante sur le programme et selon la méthode trotskyste.

Au lieu de quoi : la dislocation, la destruction d'organisations comme le PCI, la direction de la 4^e Internationale qui sert de couverture au stalinisme.

Les répercussions de cette crise continuent à se développer aujourd'hui : ce qui se passe dans le PCI en est une, je crois l'avoir montré dans cet exposé.

Alors se posent les questions : Où en sommes-nous ? Que faire ?

LA CONTINUITÉ DE LA 4^E INTERNATIONALE AVEC SES CONTRADICTIONS

Où en sommes nous ? Le premier texte préparatoire aux *Journées d'études* s'efforce de montrer que nous ne repartons pas de zéro.

Une donnée objective, décisive doit être clairement reconnue. La crise de la 4^e

Internationale n'a pas permis que la crise du mouvement ouvrier, du stalinisme ait comme résultat immédiat la reconstruction de la 4^e Internationale et de ses partis. Le programme, la lutte politique pour sa défense ont, néanmoins, été assumés et aussi la continuité de ce que signifie la 4^e Internationale : l'OCI a été la force agissante et s'est construite dans cette bataille, tout en étant profondément marquée par la crise de la 4^e Internationale. Mais on peut dire que si, en 1951-1953, la 4^e Internationale n'a pas été au rendez-vous de l'histoire, à son tour le PCI, en 1979-1984, n'a pas été au rendez-vous de l'histoire. Il a été submergé par l'opportunisme et les méthodes d'appareil au moment où son heure sonnait, où il pouvait devenir un parti révolutionnaire jouant un rôle national.

L'OCI, le PCI sont l'expression concrète, vivante de cette contradiction. Ils sont à la fois étroitement contrôlés par un mini-appareil dans les conditions que je me suis efforcé d'expliquer et un acquis politique et militant considérable. Le sort du PCI n'est pas réglé. C'est pourquoi nous combattons pour le redressement politique et organisationnel du PCI.

PAS DE REDRESSEMENT PACIFIQUE DU PCI

Le redressement politique et organisationnel du PCI ne peut résulter d'une simple lutte formelle pour la réintégration. Il faut briser le mini-appareil. Ce ne peut résulter que d'un profond mouvement interne au PCI extrêmement difficile à réaliser, d'une véritable révolution interne et non sans casse.

Cependant, et c'est là un point décisif, je dirai le point décisif : impulser le mouvement à l'intérieur du PCI, nourrir le mouvement des militants contre le mini-appareil ne peut résulter d'une simple intervention littéraire.

INTERVENTION DANS LA LUTTE DES CLASSES

Il nous faut intervenir dans la lutte des classes selon une orientation politique précise, en donnant des réponses politiques, en nous construisant nous-mêmes.

Du point de vue des réponses politiques, le rapport politique et sa discussion permettront de préciser. Mais je crois qu'il faut dégager un thème central sans lequel nous ne pouvons nous construire. La nécessité d'un nouveau parti n'est pas discutable. La possibilité que ce parti existe. Mais est-ce le *Parti des travailleurs* et, qui plus est, sur la ligne de la démocratie ? Non.

SUR UN PROGRAMME ANTICAPITALISTE

La situation de la classe ouvrière française, son expérience politique, l'histoire du mouvement ouvrier français ne sont identiques à ceux du Brésil ou des USA. La classe ouvrière n'a pas à se constituer comme classe politiquement organisée. C'est vrai d'ailleurs en général en Europe. Si un nouveau parti est nécessaire, il s'agit d'un parti ouvrier révolutionnaire axé sur l'actualité, la nécessité de la révolution prolétarienne, de la marche au socialisme qui combatte sur la ligne : « on ne peut rien résoudre si on craint de s'engager sur la voie qui mène au socialisme ». Un tel parti ne peut se constituer sans un programme d'action

qui se situe sur ce terrain.

Nous devons lier à notre intervention dans la lutte des classes l'agitation politique sur ce thème, recruter nous mêmes, constituer des groupes, des cercles politiques avec ceux qui estiment qu'un tel parti est nécessaire.

MOT D'ORDRE ALGÈBRIQUE

« Pour un parti ouvrier révolutionnaire » est mot d'ordre algébrique dont on ne peut fixer a priori les composantes arithmétiques. Ce serait aujourd'hui faire des plans sur la comète.

De notre intervention dans la lutte des classes, de notre agitation pour un parti ouvrier révolutionnaire, dépendra l'efficacité de notre intervention pour redresser politiquement et organisationnellement le PCI.

LA QUESTION DES PERMANENTS

Organisationnellement, j'y insiste : on ne peut éviter qu'un appareil, que des permanents soient nécessaires, dès lors que l'organisation se développe.

Mais encore : Comment est-il sélectionné ? Comment est-il contrôlé ? Quel est son poids relatif par rapport à l'organisation ? Pour ma part, j'en suis venu à la conception : les permanents ne doivent pas être majoritaires dans le Comité central ; il doit y avoir un statut des permanents qui en limite le nombre par rapport à la grandeur de l'organisation et, autant que possible, ne fasse pas devenir permanents des militants peut être dévoués, mais n'ayant pas d'expérience dans la lutte des classes, voire de formation politique. Il faut, autant que possible, qu'ils puissent se reclasser socialement.

ELECTIONS

Il faut en revenir à l'élection (peut être au scrutin secret lorsque c'est nécessaire) des responsables à tous les niveaux.

IL faut aussi que les fonds, recettes et dépenses de l'organisation soient strictement contrôlés.

CONTRÔLE FINANCIER

C'est un phénomène extraordinaire dans le PCI : il n'y a aucune commission de contrôle financier. Il faut un budget permettant de contrôler chaque centime de recettes et de dépenses. Le coup de " l'ennemi nous épie ", c'est de la rigolade. Ce n'est qu'un prétexte pour éviter qu'il y ait un budget réel et le contrôle financier.

Nous devons projeter l'agitation sur ces thèmes également dans le PCI car ce sont des problèmes politiques de fond. Et ils auront un écho considérable.

ARMEMENT THÉORIQUE ET POLITIQUE

Naturellement, ce ne sont là que des garde-fous. Tout dépend, en dernière analyse, de l'armement théorique et politique des militants de l'organisation, de sa capacité à se construire.

Mais il faut aller plus loin. Et si le PCI n'est pas redressé ? Et l'Internationale ?

SI LE PCI N'EST PAS REDRESSÉ

Si le PCI n'est pas redressé, ce qui est possible, il me semble néanmoins que la seule orientation qui nous permette de regrouper, d'organiser ceux que la direction du PCI enferme dans le carcan du mini-appareil, de la fidélité à un combat passé et à un avenir qu'il trahit et de se mettre en situation de poursuivre le combat pour la construction d'un parti révolutionnaire, de l'Internationale.

Si le PCI n'est pas redressé, le noyau international que constitue « 4^e Internationale CIR » sombrera aussi.

SI LE PCI EST REDRESSÉ, POURSUITE DE LA LUTTE POUR LA RECONSTRUCTION DE LA 4^E INTERNATIONALE

Il faut dire également que la capacité de réagir à la politique que la direction du PCI imprime au PCI et aussi à « 4^e internationale CIR », la réaction d'organisations, de militants qui en sont membres est un facteur très important de redressement possible du PCI. Dans ce cas, la lutte pour la reconstruction de la 4^e Internationale se poursuivra. Dans quelles conditions ? Nous le verrons bien. Ce sera naturellement en relation avec les développements de la crise du mouvement ouvrier, des forces dont nous disposerons. Ce ne sera vraisemblablement pas sous la forme de « petit poisson deviendra grand », mais de regroupements.

LA QUESTION DE LA 4^E INTERNATIONALE SI LE PCI N'EST PAS REDRESSÉ

Et si le PCI n'est pas redressé ? « 4^e Internationale CIR » et nombre d'organisations qui y participent seront certainement entraînés dans le désastre. Il faudrait alors faire un bilan de la 4^e Internationale et de sa crise.

Je dis tout de suite que ses acquis théoriques et programmatiques, politiques resteront des acquis indispensables à la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays, de l'internationale nécessaire. Mais peut-être faudra-t-il conclure que la 4^e Internationale, faute d'avoir pu s'enraciner, faute d'avoir été au rendez-vous de l'histoire en 1951-53, a pourri sur place et a pourri par la tête, faute de se nourrir de la sève dont un parti, une internationale ont besoin, qu'elles ne peuvent puiser que par des racines plongeant et se développant profondément et largement dans le prolétariat.

RECONSTRUCTION DU MOUVEMENT OUVRIER SUR UN NOUVEL AXE

Mais il nous faut revenir sur le développement de la situation objective. En 1951

-53, de nouveaux rapports commençaient, commençaient seulement à apparaître dans le mouvement ouvrier, de nouveaux rapports entre les masses, les appareils bureaucratiques, et particulièrement l'appareil international du stalinisme, la bureaucratie du Kremlin. La 4^e Internationale n'était pas au rendez-vous et les conséquences sont immenses. Pourtant, ces nouveaux rapports se sont considérablement développés. Ils ont pris une dimension nouvelle, bien que leurs développements aient été, à l'échelle internationale et dans chaque pays, inégaux tout en étant combinés. C'est la signification de la tendance au regroupement de la classe ouvrière, du prolétariat sur un nouvel axe et c'est en cela notamment que la nouvelle période ouverte en 1968 diffère profondément de celle de la fin de la guerre et de l'immédiat après-guerre.

ET AUJOURD'HUI

C'est ce que traduit, tout aussi bien la révolution politique en Pologne, que les millions d'abstentionnistes aux dernières élections en France. La nécessité de nouveaux partis, qui ne peuvent être que des partis révolutionnaires, se donnant pour tâche d'en finir avec le capital et les bureaucraties parasitaires, ainsi qu'avec les appareils des organisations traditionnelles, est devenue une nécessité objective, pressante, ressentie par des millions d'êtres humains, de prolétaires, de jeunes. En même temps, ils sont extrêmement méfiants et réticents. Alors qu'ils jettent la chemise sale du réformisme et du stalinisme, la 4^e Internationale se décompose, en France le PCI a une politique de couverture de l'aile « réformiste » de l'Union de la gauche. Ils hésitent avant de passer une autre chemise.

Mais la nécessité impérieuse de disposer de nouveaux moyens politiques l'emportera. Ce que seront ces moyens politiques n'est pas donné à l'avance, car cela se fera dans la pire confusion, vraisemblablement pas d'un seul coup, au prix de contradictions, de flux et de reflux et sur une longue période. En tout cas, en agissant ainsi que nous allons le faire, nous aiderons ce processus à se développer, nous nous y insérerons.

Non, décidément, nous ne recommençons pas à zéro. Nous poursuivons, selon des conditions données, à un moment donné, le combat séculaire du prolétariat pour se doter des moyens de son émancipation.

27 août 1984
Stéphane Just

Site : www.revolution-socialiste.info

Trotsky : La France à un tournant, 1936, Cahier Bolchevik n° 15, 1 euro

Trotsky : Encore une fois, où va la France ? 1935, Cahier Bolchevik n° 14, 1 euro

Trotsky : Où va la France ? 1934, Cahier Bolchevik n° 13, 1 euro

Collectif Révolution Permanente : Manifeste pour les États-unis socialistes d'Europe, 2005, Cahier Bolchevik n° 12, 1 euro (disponible aussi en turc)

Just : Pour les États-unis socialistes d'Europe, contre la CEE, non au traité de Maastricht, 1992, Cahier Bolchevik n° 11, 1 euro

La République et le foulard, 2003, Cahier Bolchevik n° 10, 1 euro

Marx : Salaire, prix et profit, 1865, Cahier Bolchevik n° 9, 1 euro

Révolutions et contre-révolutions en Chine, 2002, Cahier Bolchevik n° 8, 1 euro

Trotsky : La Guerre et la révolution prolétarienne mondiale, 1940, Cahier Bolchevik n° 7, 1 euro

Trotsky : Les Leçons d'Octobre, 1924, Cahier Bolchevik n° 5, 1 euro

Lénine : Le Socialisme et la guerre, 1915, Cahier Bolchevik n° 4, 1 euro

Trotsky : L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 1938, Cahier Bolchevik n° 3, 1 euro

Just : Le Mouvement de novembre - décembre 1995, 1996, Cahier Bolchevik n° 2, 1 euro

Pour la révolution socialiste sous le drapeau de Marx, Engels, Lénine et Trotsky, 2002, Cahier Bolchevik n° 1, 1 euro

Discussion du Groupe bolchevik avec le groupe CRI, 2004, Bulletin Bolchevik n° 2, 1 euro

Discussion du Groupe bolchevik avec la FTQI France (liée au PTS argentin), 2003, Bulletin Bolchevik n° 1, 0,50 euro

Rajouter 1 euro par brochure pour frais de port

Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI p. 63

CAHIER BOLCHEVIK N° 6



COMMENT LE RÉVISIONNISME S'EST EMPARÉ DE LA DIRECTION DU PCI

Réédition de la brochure publiée initialement en août 1984 par le « Comité national pour la réintégration des exclus dans le PCI et pour son redressement politique et organisationnel ». Elle faisait suite à l'exclusion en 1984 du PCI d'une poignée de militants trotskystes autour de Stéphane Just pour

leur opposition à la « ligne de la démocratie » de Lambert.

Le PCI était issu de la section française de la 4^e Internationale détruite par le SI de Pablo et Mandel en 1951-1953. Just, qui fut toute sa vie ouvrier à la RATP, avait joué un grand rôle dans la défense du programme et dans la tentative de reconstruire la 4^e Internationale. À ce titre, il avait été membre du BP de l'OCI et du SI du Comité international de la 4^e Internationale.

Au sein de la direction du PCI, Just s'était déjà opposé au vote opportuniste du PCI pour Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle 1981. Peu après, Cambadélis, qui avait participé à cette exclusion, rejoignit le PS et lui apporta la direction de l'UNEF en 1986.

Après cette révision du programme, Lambert et Gluckstein allaient transformer en 1987 le journal du PCI en organe du « Mouvement pour un parti des travailleurs », puis liquider en 1991, en lien avec l'appareil de FO, le PCI au profit du « Parti des travailleurs », un parti réformiste et social-chauvin.



Pour s'abonner au trimestriel *Révolution Socialiste* (en France : 10 euros à l'ordre de « RéSo » pour 5 numéros ; en Europe : 15 euros, autres continents : 20 euros) ou pour prendre contact avec le Groupe Bolchevik pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire

[Collectif Révolution Permanente], écrire à RéSo :

RéSo AGECA service BP 177 rue de Charonne F-75011 PARIS